

L'organisation des Conseils de Guerre

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

Présentée et soutenue le mercredi 8 juin 1927, à 2 heures

PAR

M. le Commandant C. LOUITZ

Président : M. JACQUELIN, Professeur.

<i>Suffragants</i>	{	MM. DEMOGUE HUGUENEY	{	<i>Professeurs</i>
--------------------	---	-------------------------	---	--------------------



PARIS

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & C^{ie}

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

—
1927

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses,
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'organisation des Conseils de Guerre

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

Présentée et soutenue le mercredi 8 juin 1927, à 2 heures

PAR

M. le Commandant C. LOUITZ

Président : M. JACQUELIN, Professeur.

<i>Suffragants</i> {	MM. DEMOGUE HUGUENEY	{ <i>Professeurs</i>
----------------------	-------------------------	----------------------



PARIS

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & C^{ie}

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

—
1927



INTRODUCTION

Le Code de Justice militaire du 9 juin 1857, malgré les heureux amendements qui y ont été apportés par la suite, ne répond plus à l'organisation de notre armée nationale ainsi qu'à la conception moderne du droit des citoyens. A cet égard l'accord est unanime.

Les divergences n'apparaissent que sur la nature des moyens à employer pour faire cesser les errements suivis jusqu'à ce jour.

Les hommes de toute opinion et d'égale bonne volonté qui se sont penchés sur le problème pour le résoudre, peuvent être rangés en deux catégories :

Les uns recommandent la suppression de la justice militaire; les autres — dont nous sommes — opinent pour sa réforme.

A notre sentiment la destruction de la justice militaire donnerait à la discipline un coup d'une vigueur telle que l'agonie de l'armée s'ensuivrait aussitôt.

Seule la réforme paraît devoir être envisagée, sous réserve d'être largement conçue et d'embrasser aussi bien les pénalités que l'organisme judiciaire proprement dit.

Toutefois, nous avons écarté les pénalités. Elles nous ont apparu, en effet, trop étrangères à un sujet rentrant dans le cadre général des sciences politiques et économiques.

L'étude entreprise a donc été limitée aux modifications à apporter à l'organisation judiciaire en temps de paix. Elle a été menée avec la préoccupation constante de construire un système échappant aux reproches qui ont été adressés aux textes en vigueur régissant la matière.

Tout souci d'originalité a été éloigné.

Sans négliger les enseignements d'une expérience personnelle acquise au cours de vingt-trois années vécues au sein de l'armée on s'est surtout inspiré des travaux effectués avant et pendant la dernière guerre, du remarquable rapport de M. Poulle, sénateur, sur le nouveau projet de loi tendant à la réforme de la justice militaire ainsi que des débats parlementaires qui ont précédé le vote de ce projet par la Haute Assemblée.

L'exploitation de cette vaste documentation a conduit à orienter la réforme dans le sens suivant :

Le général commandant le corps d'armée conserverait la signature de l'ordre d'informer, c'est-à-dire le pouvoir de mettre l'action publique en mouvement, avec un droit de contrôle et de regard sur cette action.

Les Parquets et les Tribunaux militaires seraient réorganisés de telle manière que pendant toute la phase

judiciaire du procès, l'inculpé aurait la certitude d'avoir, avec toutes les garanties de la défense, des juges d'une indépendance absolue et d'une compétence juridique certaine.

Le commandement serait donc écarté de la justice militaire, mais seulement dans la mesure compatible avec l'intérêt qui s'attache à maintenir intacte son autorité et à ne pas découvrir sa responsabilité.

La réforme envisagée est une œuvre d'évolution et non de révolution.

On s'est efforcé de modifier le moins possible la justice militaire qui existe aujourd'hui. On a tiré parti des éléments qu'elle renferme sans les désorganiser et en se bornant à les plier aux nécessités de l'heure.

A notre humble avis les réformes radicales sont presque toujours dangereuses; on ne peut arriver au mieux que par échelons et par paliers successifs, en ménageant les services rendus et sans troubler les traditions dignes d'être conservées.

Il n'a pas été possible d'oublier que si l'institution actuelle n'est plus en rapport avec la nouvelle organisation militaire, elle n'en est pas moins le résultat de règles excellentes et d'hommes éminents qui au frontispice de leur œuvre ont pu écrire cette pensée toujours vraie :

« La législation qui régit la justice militaire en France
« est depuis longtemps, de la part de tous les hommes
« compétents, l'objet de critiques persévérantes et
« fondées. »

Les considérations précitées permettent de saisir l'esprit avec lequel a été étudié le problème soulevé par la réforme du Code militaire.

On s'est rappelé sans cesse que le général de Corps d'armée est avant tout un chef militaire. Sa principale préoccupation doit être d'assurer la discipline qui conditionne l'existence de l'armée.

Il est apparu, qu'en la matière, l'action se partageait presque naturellement en deux parties : l'une, disciplinaire; l'autre, judiciaire.

Si l'on n'a pas pu maintenir au commandement la direction des établissements judiciaires, il n'a pas été davantage possible d'anéantir l'action légitime qu'il doit exercer sur eux. Responsable de la discipline de ses troupes, ses devoirs ne s'arrêtent pas au seuil de la porte du Tribunal. Il doit y pénétrer pour suivre ses hommes, tout en laissant aux magistrats la liberté d'allure que comporte l'indépendance sans laquelle il n'y a pas de justice.

Au surplus la séparation de la juridiction militaire et du commandement se justifie en dehors même de laquelle il n'y a pas de justice.

Au surplus la séparation de la juridiction militaire et du commandement se justifie en dehors même de toute considération juridique.

Les aptitudes exigées du général de Corps d'armée ne sont pas celles du fonctionnaire chargé de l'administration ne la justice. Les qualités de l'un sont souvent

inutiles à l'autre. L'esprit d'initiative hardie, le mépris des responsabilités, la décision prompte sont nécessaires pour distinguer l'officier général; mais ils ne sauraient constituer un bon magistrat qui doit posséder le goût de l'investigation, l'amour de la précision et de l'exactitude, le culte absolu et inflexible de la règle. Il est de l'intérêt du pays de réserver à chacun le rôle auquel il est préparé, si on veut obtenir des services efficaces.

Ainsi, même au point de vue technique, il est préférable de ne pas réunir dans la même main les pouvoirs du commandement et de la justice militaire et de donner à cette dernière, avec l'indépendance, une organisation et une hiérarchie propres.

Dans ce but il a été prévu la création d'un Corps de magistrats ne relevant que du Ministre de la Guerre et n'ayant aucun rapport avec ceux qu'ils doivent juger.

*
* *

Telles sont les grandes lignes du projet.

La justice militaire ainsi réorganisée nous paraît devoir être une institution vigoureuse, capable d'assumer la lourde tâche à elle confiée.

On pourra critiquer les mérites de l'œuvre accomplie, mais l'on ne saura en contester la loyauté et la bonne foi.

PLAN

L'ouvrage est divisé en deux livres.

Le livre I est consacré à l'exposé des principes généraux de la justice militaire actuelle, des reproches qui lui ont été adressés et des différents projets de réforme envisagés pour échapper à ces reproches.

Il est articulé en six chapitres.

Chapitre I. La nécessité d'une justice militaire.

Chapitre II. Historique.

Chapitre III. Modifications successives apportées au Code du 9 juin 1857.

Chapitre IV. Les principes généraux de la législation actuelle.

Chapitre V. Les reproches adressés à la justice militaire.

Chapitre VI. Les principaux projets de réforme.

Le livre II est la partie vraiment constructive du travail. Notre conception personnelle sur la réforme à entreprendre y est précisée.

Il comprend trois parties et une annexe.

1^{re} partie. La compétence des Tribunaux militaires

2^e partie. Organisation des juridictions militaires

3^e partie. La procédure, développée dans deux chapitres.

Chapitre I. La phase préjudiciaire et les pouvoirs du commandement.

Chapitre II. La phase judiciaire et les pouvoirs des juridictions militaires.

Annexe. Dispositions diverses.

LIVRE I

La législation actuelle.
Les principes généraux et les principaux
projets de réforme.

CHAPITRE PREMIER

NÉCESSITÉ D'UNE JUSTICE MILITAIRE

Le Code pénal français est dominé par l'idée de garantir un équilibre stable entre les droits de la défense et les pouvoirs de l'accusation, d'assurer le châtement des coupables en évitant les erreurs judiciaires et de réaliser une juste proportion entre la sévérité de la répression et la gravité de la faute.

Si ce système juridique est de nature à satisfaire d'une façon générale et en temps normal aux besoins de la défense de la société, par contre son application stricte à certaines infractions touchant au devoir et à la discipline militaires ou commises pendant une période de crise ne saurait être retenue.

L'intérêt général commande que ces infractions soient suivies d'une répression rapide et vigoureuse, capable de produire l'intimidation.

D'où la nécessité d'une justice spéciale.

Mais cette justice spéciale doit être basée sur les principes généraux du droit commun sans lesquels il n'existe pas de vraie justice et ne différer de la justice

ordinaire que par les procédés d'application de ces principes.

Une justice militaire est donc indispensable.

Par ailleurs elle ne peut qu'être confiée à l'Administration de la guerre qui seule est en mesure d'apprécier la nature et l'ampleur des dérogations à apporter aux règles du droit commun en vue d'assurer le maintien de la discipline, force capitale de l'armée.

CHAPITRE II

HISTORIQUE

La juridiction militaire est de toutes les époques et de tous les pays.

Sans remonter au temps où la France n'était qu'une poussière de seigneureries à peu près indépendantes du pouvoir central, on constate sous l'ancien régime une solide organisation de juridictions militaires dont les pièces essentielles sont les conseils de guerre, les prévôts des maréchaux, la connétablie et les juges du point d'honneur.

Si l'on en juge par les cahiers du Tiers-Etat et de la noblesse, la législation militaire royale était impopulaire. Arbitraire et d'une sévérité excessive, confuse et sans garantie, elle ne survécut pas à l'avènement des temps nouveaux marqués par l'introduction dans notre Droit public des principes de démocratie et de liberté.

Des discussions doctrinaires s'engagèrent dès le début de l'année 1790, devant la Constituante. Elles aboutirent au vote de la loi des 22 septembre-29 oc-

tobre 1790. Le système était basé sur la distinction fondamentale des infractions en infractions de droit commun et en infractions militaires. Les premières étaient jugées par les Tribunaux ordinaires; les autres, relevaient de la compétence des Cours martiales comprenant un jury d'accusation qui statuait sur le fait et un jury de jugement qui se prononçait sur la condamnation ou l'acquittement.

Inspirée par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, la réforme, marquée au coin de l'idée de justice et de sauvegarde de l'accusé, présentait un double inconvénient :

d'une part, elle introduisait dans la composition organique des tribunaux militaires, les commissaires de guerre rompus dans la science de l'administration de l'armée mais sans compétence juridique;

d'autre part, elle ne réalisait pas l'indépendance du jury, désigné par le commandement et ne votant pas au scrutin secret.

Ces inconvénients, d'une gravité incontestable n'échappèrent pas à la Convention qui fit table rase de l'œuvre de la Constituante, et édifia un monument nouveau en votant le Code pénal militaire de 1793.

Sous la pression des événements le Directoire fit adopter la loi du 13 brumaire an V et le Code du 21 brumaire suivant.

Le système juridique construit par ces lois est une réaction violente contre la législation révolutionnaire.

Elaboré uniquement pour le temps de guerre il devait disparaître avec lui. Or, non seulement il survécut à la période napoléonienne, mais en dehors des modifications apportées en 1857, il est toujours en vigueur actuellement.

Ce n'est pas à dire que sa réforme soit restée étrangère aux préoccupations du législateur, mais aucun projet n'aboutit sous la Restauration et la Monarchie de juillet.

L'Empire vit voter l'importante loi du 9 juin 1857 qui marque un progrès certain pour l'époque mais qui ne répond plus aux exigences de l'heure actuelle.

CHAPITRE III

LES MODIFICATIONS SUCCESSIVES APPORTEES AU CODE DU 9 JUIN 1857

Au Code de 1857 ont été apportées des modifications dont les plus essentielles sont indiquées ci-après.

Les premières en date, susceptibles d'être retenues, n'apparaissent qu'en 1889. Elles peuvent être réparties en deux périodes.

1^{re} période : 1889-1914. Les réformes introduites dans le Code de Justice militaire répondent au besoin de donner satisfaction aux critiques persévérantes et fondées dont ce Code fait l'objet, critiques qui se font plus âpres et plus répétées à partir de 1898 à la suite d'une affaire retentissante.

2^e période : 1914 à nos jours. Deux tendances apparaissent successivement : l'une, à base de sévérité, se justifie par la nécessité d'assurer le salut de la Patrie en danger ; l'autre — toute de clémence — triomphe de la première, en 1916, c'est-à-dire dès l'instant où l'intérêt supérieur de la défense nationale peut se concilier

avec une justice militaire imprégnée des principes généraux du droit commun.

Première Période (1889-1914).

La loi du 15 juin 1899 étend à la procédure devant les Conseils de guerre les dispositions fondamentales de la loi du 8 décembre 1897 sur l'instruction préalable (art. 3, 7, 8, 9, 10, 12). Cette mesure fut précédée d'ardentes polémiques qui retardèrent la consécration légale de la réforme. Désormais le régime du tête-à-tête du juge informateur et de l'accusé isolé — régime considéré à tort comme indispensable à la manifestation de la vérité — disparaît. La défense est entourée de toutes les garanties nécessaires depuis le seuil de l'information jusqu'à sa clôture. L'inculpé est certain de l'assistance constante d'un Conseil, même en cas d'interdiction de communiquer. Serviteurs dévoués et fidèles de la loi, les magistrats militaires ont su rompre avec les errements du passé et appliquer la règle nouvelle avec une bonne volonté sans défaillance et un zèle sans cesse en éveil.

Le principe de la déduction de la détention préventive, sauf disposition contraire du jugement, a été adopté par la loi du 2 avril 1901 (art. 200).

Il est à remarquer que la détention, imputée sur la durée de la peine est interruptive du service militaire attendu que, par suite de cette imputation, l'intéressé

est réputé, aux termes mêmes du jugement, avoir subi intégralement la peine d'emprisonnement à laquelle il est condamné. D'autre part, cette déduction est sans effet sur la durée d'une punition disciplinaire infligée à propos de l'infraction qui a motivé la traduction devant le Conseil de guerre. L'action judiciaire et l'action disciplinaire sont, en effet, complètement indépendantes l'une de l'autre. La détention préventive qui relève de l'action judiciaire ne peut donc être imputée sur la durée d'une punition qui appartient à l'action disciplinaire. Toutefois le commandement a toujours la faculté d'apprécier s'il ne convient pas; dans certaines circonstances dont il est seul juge, de fixer une peine disciplinaire de plus courte durée.

Le bénéfice de l'article 463 du Code pénal relatif aux circonstances atténuantes est appliqué par la loi du 19 juillet 1901 à la plupart des crimes et délits réprimés par le Code de Justice militaire et commis en temps de paix. On peut regretter que de trop nombreuses restrictions atténuent la portée de la réforme. Non seulement les infractions du temps de guerre sont écartées, mais également les délits pour lesquels le Code militaire et la loi de recrutement prévoient des circonstances atténuantes. C'est ainsi que pour ces derniers délits la peine doit être abaissée conformément aux fixations du Code et non d'après l'échelle de la loi du 19 juillet 1901.

L'importante loi du 28 juin 1904 adapte partiellement à la justice militaire le régime du sursis organisé par la loi du 26 mars 1891. L'idée maîtresse est d'affirmer l'indépendance de la répression des infractions ordinaires de celle des infractions militaires. On ne saurait concevoir, en effet, que le fait d'une désertion fit perdre à un militaire le bénéfice d'un sursis obtenu pour un délit de pêche. Toutefois certains crimes ou délits constituent à la fois une violation de la loi ordinaire et de la loi militaire. Ce sont les infractions prévues par le Code pénal ainsi que par le titre II du livre IV, du Code de Justice militaire. Le législateur a sagement agi en faisant produire à ces crimes et délits les mêmes effets.

L'application de la loi de 1904 a soulevé des points de droit assez intéressants. La question s'est posée notamment de savoir si un individu condamné avec sursis et dont le sursis a été révoqué par une condamnation ultérieure doit être réputé à nouveau condamné avec le bénéfice de la loi du 26 mars 1891, lorsque la deuxième condamnation vient à être effacée par l'amnistie. La circulaire ministérielle du 21 octobre 1925 y a répondu affirmativement. Cette solution est juridiquement exacte. En effet si l'amnistie n'efface pas les faits eux-mêmes, elle les anéantit en tant qu'infractions.

D'une façon générale, les doutes qui se sont élevés au sujet de la concession ou de la révocation du sursis

ont été dissipés par la circulaire ministérielle du 22 avril 1912. De l'ensemble de la loi du 28 juin 1904 il résulte que pour déterminer quelles condamnations antérieures peuvent faire obstacle à l'obtention du sursis, il faut tenir compte de la nature de l'infraction qui motive la poursuite nouvelle. Si celle-ci est basée sur une infraction de droit commun, l'obstacle au sursis ne peut résulter que d'une condamnation prononcée pour une infraction ordinaire, ou une infraction militaire réprimée par la loi pénale communée. Au contraire si la poursuite nouvelle porte sur une infraction purement militaire, toute condamnation antérieure s'oppose au sursis. On applique en somme la règle générale de l'article premier de la loi du 26 mars 1891 mais sans idée de réciprocité, c'est-à-dire que si l'inculpé est poursuivi pour une infraction ordinaire, une condamnation antérieure pour une infraction militaire pure ne fait pas obstacle au sursis. Si l'infraction nouvelle est une infraction militaire punissable par la loi ordinaire, toute condamnation antérieure quelle qu'en soit la nature met obstacle au sursis.

Si l'obtention du sursis est conditionnée par la nature de l'infraction nouvelle, sa révocation est au contraire commandée par le caractère de l'infraction ancienne :

a) Le sursis accordé pour une infraction de droit commun est anéanti par une condamnation nouvelle prononcée pour une infraction ordinaire ou une infraction militaire mais relevant du droit commun.

b) Le sursis accordé par une infraction militaire pure est régi par la règle générale de la loi de 1891, c'est-à-dire qu'il y a déchéance du sursis.

L'extension de la loi Béranger au temps de guerre a été réalisée par la loi du 27 avril 1916.

On croit devoir rappeler que le sursis dont il s'agit ne doit pas être confondu avec le sursis accordé en période d'hostilité par l'autorité militaire. Ce dernier n'est qu'une mesure gracieuse. Le commandement est donc libre de l'accorder ou non. Le premier au contraire relève du juge et le lie.

La loi du 17 avril 1906 a substitué la Cour de Cassation aux Conseils de révision pour statuer sur les recours formés en temps de paix contre les jugements des Conseils de guerre, conformément aux dispositions de l'article 123 du Code de Justice militaire qui ont été maintenues, sauf en ce qui concerne le délai qui est porté de vingt-quatre heures à trois jours.

Enfin le régime de la liberté provisoire ignoré de la législation militaire a été appliqué aux militaires placés sous mandat de dépôt par la circulaire ministérielle du 18 décembre 1912. Toutefois cette mesure a un caractère gracieux. Elle ne constitue jamais un droit et l'autorité militaire reste maîtresse de sa décision.

Deuxième période (1914 à nos jours).

Cette période est particulièrement intéressante. Ainsi qu'on l'a déjà indiqué, elle est caractérisée par deux tendances opposées :

L'une, accentuant le côté exceptionnel de la justice militaire.

L'autre voulant la réformer à l'image du droit commun.

La première a la prépondérance jusqu'en 1916. La seconde prend ensuite l'avantage.

*
* *

Dès l'ouverture des hostilités la nécessité du maintien de la discipline impose au Président de la République la mise en œuvre de son droit de suspension du pourvoi contre les décisions des Conseils de Guerre aux armées ainsi que la création de juridictions jugeant sans délai et sans appel : ce sont les Conseils de guerre spéciaux (art. 13 du Décret du 3 octobre 1903) qui ont fonctionné du 6 septembre 1914 au 15 mars 1916.

Les jugements sévères portés sur ces conseils ne semblent pas devoir être retenus. De documents du Département de la Guerre il résulte, en effet, que ces juridictions — improprement dénommées Cours martiales — ont prononcé 829 jugements dont 284 acquittements, soit 35 %. On chercherait en vain une Cour

d'assises en mesure de présenter une aussi forte proportion de verdicts d'acquittement.

L'autre tendance se fit jour dès que les heures du danger furent passées, que la mort du pays ne fut plus à redouter, que la patrie se fut redressée et qu'elle put s'organiser.

Des innovations heureuses ont été introduites dans le Code militaire.

C'est tout d'abord la loi du 27 avril 1916 créant quatre Conseils de révision. L'organisation de ces Conseils pose un principe nouveau : des juges civils font partie de leur composition. A côté de trois juges militaires la loi prévoit deux magistrats de Cour d'appel et la présidence du Conseil est confiée à l'un d'eux.

Cette même loi prescrit d'autre part, aux présidents des Conseils de guerre, l'obligation de poser dans tous les cas la question des circonstances atténuantes en abrogeant la règle limitant l'application de cette mesure à quelques infractions. Toutefois les conséquences de l'admission au bénéfice des circonstances atténuantes restent moins libérales qu'en droit commun : la prison ne peut être remplacée par l'amende; si le Conseil doit abaisser la peine criminelle d'un degré, il ne peut la diminuer de deux.

Le Décret du 6 juillet 1916 ouvre le droit de former un recours en revision aux condamnés à la peine de mort. Celui du 26 février 1918 accorde la même faculté aux condamnés à une peine perpétuelle par les Conseils de guerre aux armées.

Les dispositions des décrets précités ont été entérinées par la loi du 13 juillet 1918 qui régularise la procédure devant les Tribunaux militaires, crée une jurisprudence d'une haute valeur et surtout donne la garantie du respect de toutes les formalités prévues par le législateur.

La loi du 13 mai 1918 modifie divers articles du Code de Justice militaire (art. 131, 110, 154, 156 (n° 1, 2, 4), 33, 179). Le vote des juges (art. 131) a lieu désormais au scrutin secret sans que la délibération précédant le vote soit supprimée. Les jurés militaires procèdent donc comme les jurés civils : ils délibèrent (art. 341) et votent ensuite au scrutin secret (C. I. C. Art. 341, 346). D'autre part, le scrutin secret est limité au vote sur le fait, les circonstances aggravantes ou atténuantes et le sursis. Le nouvel article est étranger, en effet, au vote sur la peine à appliquer ; l'article 134 du Code de Justice militaire est maintenu. Cette interprétation résulte d'un arrêt du Conseil de Révision de Paris en date du 4 juin 1918 annulant plusieurs jugements portant que la peine avait été votée au scrutin secret et de la volonté du législateur qui s'est nettement manifestée pendant les travaux préparatoires. Chaque juge fixe donc la peine de son choix et de l'ensemble des avis exprimés se dégage la décision. Avant la loi du 13 mai 1918, l'article 134 renvoyait à la disposition générale de l'article 131 aux termes de laquelle le Président recueillait les voix en commençant par le grade infé-

rieur et émettait son opinion le dernier. Or cet alinéa a disparu dans le nouvel article 131. Malgré cette suppression, la règle ancienne subsiste implicitement (circulaire ministérielle du 17 juin 1918). En résumé le scrutin sur le fait est secret, celui sur la peine ne l'est pas. Mais ce dernier est-il public? Evidemment non, attendu qu'il doit avoir lieu en Chambre du Conseil où personne ne peut entrer, même le Commissaire du Gouvernement et le greffier.

La loi du 18 octobre 1918 confère au Ministre de la Guerre le pouvoir de suspendre l'exécution des peines prononcées par les Conseils de guerre à l'expiration du délai de trois mois commençant le jour où le jugement est définitif. Cette mesure — pour des raisons de haute équité — a été étendue aux militaires justiciables des Conseils de guerre aux Colonies par le Décret du 12 avril 1919 portant addition au Décret du 23 octobre 1903 relatif à l'organisation de la justice militaire coloniale.

Enfin, la circulaire ministérielle du 5 novembre 1923 autorise la communication du dossier de procédure au défenseur après le prononcé du jugement. Cette règle — contraire au droit strict — est inspirée par l'idée de seconder le conseil désireux d'assister son client dans la rédaction éventuelle d'un pourvoi en cassation.

CHAPITRE IV

LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE LA LÉGISLATION ACTUELLE

Dans le présent chapitre on expose dans une première partie les principes généraux du Code de Justice militaire et dans une deuxième partie on donne des indications sur l'application de ces principes.

Le législateur de 1857 s'est fixé un triple but :

1^o Répression éclairée et énergique des actes contraires à la discipline par les Tribunaux militaires dont les juges sont indépendants et devant lesquels les garanties de l'accusé sont assurées.

2^o Procédure rapide, aboutissant à une répression immédiate nécessaire par l'exemplarité.

3^o Adoucissement des peines sans cependant désarmer la puissance militaire qui doit toujours conserver les moyens assurant son action.

A ces fins, l'idée directrice de la loi est la suivante :

« Donner aux accusés militaires les garanties spéciales
« de leur propre juridiction en évitant toute innovation
« susceptible de modifier la discipline, sans leur en-

« lever toutefois le bénéfice des dispositions libérales
« et des garanties que les lois ordinaires offrent aux
« autres citoyens. » (Rapport du Comité du Contentieux et de la Justice militaire, 1902).

Cette idée directrice a également été formulée :
« Les Conseils de guerre sont des Tribunaux d'exception. »

PREMIERE PARTIE

PRINCIPES GÉNÉRAUX

Il est indiqué ci-après les principes généraux du Code de Justice militaire.

I

Procédure simple et rapide.

La cause doit en être recherchée dans l'intérêt qui s'attache au prompt jugement des infractions. Du point de vue de la discipline, pour être opérant, le châtiment doit suivre dès que possible l'accomplissement de l'infraction en vue de faire naître la crainte dans l'esprit de ceux qui seraient tentés de faillir au devoir militaire. La justice militaire est toute d'exemple

Les principales conséquences de ce principe sont :

1° La simplification et parfois la suppression de l'instruction préalable.

2° La réduction des délais de droit commun.

3° L'absence de voies de recours ordinaires.

II

La sévérité des peines.

L'exemplarité a également inspiré ce principe. Toute infraction tendant à ruiner l'esprit de discipline et par voie de conséquence à compromettre le succès de nos armes est un crime de lèse-patrie. Aussi un dur châtiment s'impose-t-il. Pour être efficace la répression doit être non seulement prompte mais sévère. C'est à cette double condition que l'armée peut être en mesure d'assurer la bonne marche du service de la défense nationale à elle confiée par le pays.

III

Action du commandement.

Elle est assurée par des mesures particulièrement énergiques. Pour réaliser ses intentions, le législateur n'a pas craint d'introduire dans le Code, de justice militaire le principe de la confusion des pouvoirs en octroyant au général commandant de Corps d'armée toutes les attributions réparties en droit commun entre le Ministère public, le Juge d'instruction et la Chambre des mises en accusation.

Cet officier général est le chef unique de la justice militaire de la région placées sous son autorité.

IV

Extension de compétence.

Ce principe est la conséquence d'un autre principe déjà énoncé : Procédure simple et rapide.

Contrairement à la règle fondamentale du droit commun qui distribue les crimes, délits et contraventions entre trois ordres de juridictions, les Conseils de guerre sont compétents pour toutes les infractions.

DEUXIÈME PARTIE

APPLICATION DES PRINCIPES

I

Répartition et organisation des Tribunaux militaires.

La justice militaire est rattachée aux Etats-majors de Corps d'armée dont elle constitue un service.

Il existe en temps de paix un Conseil de guerre par région de Corps d'armée dans la métropole et par division militaire en Algérie. Si le nombre des affaires l'exige, des tribunaux supplémentaires peuvent être créés.

II

Composition des Conseils de guerre.

Tout Conseil de guerre comprend un élément mobile et un élément fixe.

A) *Elément mobile.*

Il est constitué par les juges.

Ils sont chargés de se prononcer sur la culpabilité de l'inculpé et sur l'application de la peine.

En temps de paix et dans la zone de l'intérieur en temps de guerre, les juges sont au nombre de 7.

Normalement, parmi les juges il y a un colonel, un commandant, un ou deux capitaines, un ou deux sous-lieutenants ou lieutenants et un sous-officier.

Dans le cas où on juge un officier, la règle est la suivante : tous les membres du Conseil doivent être d'un grade supérieur ou au moins égal à celui de l'inculpé.

Les juges restent en fonction pendant six mois. Ils sont désignés par le général commandant la région de Corps d'armée.

Les conditions exigées sont les suivantes :

- 1° Etre officier ou sous-officier en activité.
- 2° Avoir au moins 25 ans d'âge.
- 3° N'être ni parent, ni allié de l'inculpé ou d'un autre membre du Conseil.

4^o N'avoir jamais été mêlé à l'affaire pendant ou à une autre accusation dirigée contre l'inculpé.

B) *Elément fixe.*

Il est constitué par le parquet, le service de l'instruction et le greffe.

a) Le parquet est dirigé par un Commissaire du Gouvernement dont le rôle est semblable à celui du Ministère public auprès des juridictions ordinaires. Il exerce l'action publique et soutient l'accusation.

b) Le service de l'instruction est assuré par un Rapporteur ayant les attributions du juge d'instruction.

c) Le greffe est administré par un greffier chargé de la rédaction des actes de procédure du Conseil et de la conservation des archives.

III

La compétence.

Les Conseils de guerre ne statuent que sur l'action publique. L'action civile ne peut être portée que devant le Tribunal civil (art. 154) avec la réserve que le « criminel tient le civil en état. »

A) *Compétence relative aux personnes.*

La complexité de cette question est grande. Son étude ne rentrant pas d'ailleurs dans le cadre de ce

travail, il ne sera donné que des indications générales.

En principe les Conseils de guerre jugent tous les militaires présents sous les drapeaux.

Sont exclus de leur compétence :

1° Les déserteurs pour les infractions commises pendant la période de désertion.

2° Les militaires en position régulière d'absence, sauf pour les infractions prévues au Code de Justice militaire.

3° Les militaires qui ont des complices civils ou qui sont complices d'un inculpé civil.

B) *Compétence relative aux infractions.*

Contrairement à la compétence *ratione personarum*, la compétence *ratione materiarum* ne présente aucune difficulté.

Les Tribunaux militaires sont aptes à connaître toutes les infractions prévues par le Code pénal, le Code de Justice militaire et les lois spéciales, exception faite toutefois pour certains délits (délits de chasse ou de pêche par exemple) qui sont réservés aux juridictions civiles.

Avant la réforme judiciaire entreprise récemment, cette règle constituait une dérogation exorbitante du droit commun. En matière de justice militaire il n'existe qu'une juridiction pour juger les crimes, délits et contraventions. Pratiquement toutefois, les Tri-

bunaux militaires ont rarement à connaître des contraventions. Les militaires coupables d'infractions de cette nature sont l'objet la plupart du temps, non de peines judiciaires, mais de punitions disciplinaires.

C) Compétence respective des Conseils de guerre.

L'affaire peut être jugée, soit par le Conseil du Corps d'armée sur le territoire duquel l'infraction a été commise, soit par le Conseil du lieu d'arrestation, soit par celui du Corps d'armée auquel appartient l'inculpé.

IV

La procédure.

I. — Recherche et constatation des infractions.

Ces opérations rentrent dans les attributions des officiers de police judiciaire militaire : chefs de poste, adjudants de place, chefs de Corps ou de services.

Emettons l'hypothèse qu'un homme de troupe ait commis une infraction relevant de la justice militaire.

Le commandant d'unité intéressé doit immédiatement infliger une punition à l'auteur de l'infraction et établir un rapport dans lequel les faits sont exposés objectivement, les témoins indiqués, la conduite ainsi que la manière de servir du justiciable appréciées.

Le rapport et les pièces jointes (relevé de punitions, état signalétique et des services, pièces matricules) sont transmis au chef de Corps chargé d'ouvrir une enquête en qualité d'officier de police judiciaire. L'enquête a pour objet de procéder aux premières constatations judiciaires (interrogatoires de l'inculpé, des témoins, saisie des pièces à conviction). Le chef de Corps peut déléguer ses pouvoirs à un officier supérieur du Corps; pratiquement il le fait toujours.

Dès que l'enquête est terminée le chef de Corps apprécie s'il convient ou non d'établir une plainte en Conseil de guerre.

II. — *La procédure proprement dite.*

a) *L'ordre d'informer.* — En cas de plainte, le dossier de l'affaire, dûment constitué, est adressé au général commandant de Corps d'armée. Celui-ci statue souverainement sur la suite à réserver à la plainte. Selon l'opinion qu'il se fait de l'affaire, il use soit de son pouvoir disciplinaire, soit de son pouvoir judiciaire. Dans le premier cas il prononce une simple punition. Dans le second, il met en mouvement l'appareil judiciaire en délivrant l'ordre d'informer.

b) *L'instruction.* — L'ordre d'informer provoque l'intervention du Commissaire du Gouvernement et du Rapporteur du Conseil de guerre saisi. Le Commissaire du Gouvernement requiert le Rapporteur d'ouvrir l'instruction préalable. Cette instruction est conduite

selon les règles prescrites par le Code d'Instruction criminelle. Comme le juge d'instruction, le rapporteur emploie tous les pouvoirs dont il est armé pour aboutir à la manifestation de la vérité.

En fin d'instruction, le dossier est communiqué au Commissaire du Gouvernement qui en fait un résumé et formule des conclusions sur les suites à réserver à l'affaire.

c) *L'ordonnance de non-lieu ou l'ordonnance de mise en jugement.* — Le Commissaire du Gouvernement et le Rapporteur n'ont aucun pouvoir de décision. Au général de Corps d'armée seul est dévolu le droit de statuer sur les conséquences judiciaires de l'instruction. Quelle que soit la nature juridique de l'infraction, agissant soit comme juge d'instruction (délits) soit comme Chambre des mises en accusation (crimes), il peut délivrer ou une ordonnance de non-lieu ou une ordonnance de mise en jugement. Cette dernière saisit légalement le Conseil de guerre appelé à juger l'affaire.

d) *Les débats.* — Publics, oraux et contradictoires, les débats se déroulent schématiquement de la façon suivante :

Lecture de l'acte d'accusation établi par le Commissaire du Gouvernement conformément aux indications données par le général de Corps d'armée (la plume est servie);

Interrogatoire de l'inculpé.

Déposition des témoins.

Réquisitoire du Commissaire de Gouvernement selon sa conscience (la parole est libre).

Plaidoirie du défenseur.

La clôture des débats est prononcée par le Président du Conseil.

e) *Le verdict*. — Le Président pose aux jurés les questions relatives à la culpabilité, aux circonstances aggravantes, aux causes d'excuses, et aux circonstances atténuantes. Contrairement au jury d'assises qui se borne à répondre par oui ou par non aux questions posées par le Président, sans intervenir dans l'application de la peine, le jury militaire tranche, non seulement les questions précitées, mais statue également sur la peine à infliger.

f) *Le jugement*. — Le jugement délibéré secrètement en Chambre du Conseil, est rendu publiquement à la reprise de l'audience. Il n'est jamais motivé.

V

Les voies de recours.

Contrairement au droit commun, les jugements des Conseils de guerre ne sont pas susceptibles d'appel (Principe de la procédure simple et rapide).

La décision prise par un Tribunal militaire ne peut être attaquée que par la voie du pourvoi en cassation et du pourvoi en revision.

La juridiction chargée de statuer sur ces pourvois est la Cour de cassation.

I. — Pourvoi en cassation.

Il ne peut être intenté que, dans les cas limitativement indiqués par la loi (vice de forme, violation de la loi). Au pourvoi est attaché un effet suspensif de l'exécution de la peine.

La Cour de cassation peut prendre l'une des deux décisions suivantes :

1^o *Rejeter le pourvoi.* — Dans cette hypothèse le jugement devient définitif. L'exécution en est poursuivie par l'officier général ayant donné l'ordre d'informer.

2^o *Admettre le pourvoi.* — Suivant la nature juridique de la cause ayant motivé l'admission du pourvoi où l'affaire est renvoyée devant la juridiction compétente (incompétence) ou toute la procédure est reprise devant le nouveau Tribunal militaire de renvoi (vice de forme).

II. — Pourvoi en révision.

Il connaît du fond et tend à réparer une erreur judiciaire. Au contraire le pourvoi en cassation ne connaît que de la forme et ne poursuit que la rectification d'une erreur légale.

CHAPITRE V

LES REPROCHES ADRESSÉS A LA JUSTICE MILITAIRE

Les principaux reproches adressés à la justice militaire peuvent être groupés sous les chefs suivants :

- 1° Elle est inutile.
- 2° Les juges militaires sont incompetents.
- 3° Elle est sévère.
- 4° La compétence des juridictions est trop étendue.
- 5° La subordination au commandement.
- 6° La procédure est trop accélérée.

On indiquera tout d'abord objectivement les arguments invoqués par ceux qui ont formulé ces reproches, ainsi que les arguments contraires opposés par les partisans du maintien du *statu quo*.

Ensuite, on s'efforcera de dégager la part de vérité et la part d'erreur contenues dans chacune de ces doctrines en vue de déterminer la nature des retouches à faire à l'organisation actuelle sans qu'il soit porté atteinte à la discipline qui en la matière doit être de pair avec le droit.

I

La justice militaire est inutile.

On a constaté l'utilité de la justice militaire. Dans le chapitre suivant on indiquera les propositions de loi et même les projets de loi inspirés par cette idée.

A l'appui de cette thèse on a fait valoir que la justice militaire doit disparaître parce que ses juridictions sont d'exception. Toute juridiction d'exception n'est, en effet, qu'un mode d'organisation arbitraire aboutissant le plus souvent à l'iniquité. Si cette assertion est exacte pour la justice militaire, elle doit l'être également pour tous les tribunaux d'exception. On peut se demander quel accueil serait réservé par les auteurs de cette thèse à une proposition tendant à supprimer les Conseils de prud'hommes et motivée uniquement par le caractère d'exception de cette juridiction.

Une autre raison donnée en faveur de la suppression de la justice militaire s'inspire de la différence profonde qui existe entre l'armée de métier et l'armée nationale. Si la justice militaire est indispensable pour celle-là, elle est paradoxale pour celle-ci. L'armée nationale est composée de soldats citoyens qui ne peuvent être distraits des juridictions normales du pays. L'argument ne saurait être retenu. Les juridictions militaires ont essentiellement pour objet le maintien de la discipline qui est aussi nécessaire à l'armée de métier qu'à la nation armée. Une armée nationale sans discipline

n'est plus une armée. La justice militaire lui est donc indispensable.

Un argument plus politique que juridique militant en faveur de la suppression de la justice militaire a été développé dans l'exposé des motifs d'une proposition de loi déposée sur le Bureau de la Chambre, le 3 novembre 1925 : « Les mêmes Conseils de guerre « qui peuvent envoyer aujourd'hui à la fusillade ou « au bagne nos petits soldats, pour un mot, pour un « geste contre la tyrannie de la caserne et les abus « du militarisme, les obligeaient à fusiller en 1871 « les parisiens, les communards échappés aux premiers « massacres, aux Cours martiales de l'armée versaillaise. »

Le reproche de sévérité systématique ainsi adressé aux Tribunaux militaires est injuste. Si l'on s'en tient aux statistiques des jugements d'acquiescement rendus par ces tribunaux, nulle juridiction, même la Cour d'assises, n'apparaît plus paternelle.

Quant au rôle prêté aux Conseils de guerre pendant la Commune par les auteurs de la proposition de loi précitée, il est totalement différent de celui joué en réalité par ces juridictions. M. Bruchon, ancien fonctionnaire du ministère de la Guerre, qui a fait une enquête très minutieuse sur l'action des Conseils de guerre au cours de cette période douloureuse de notre histoire s'exprime ainsi :

« La vérité est la suivante : 38.758 individus furent « arrêtés lors de la chute du Gouvernement insurrec-
« tionnel.

« Dans ce nombre, il y avait 5.000 militaires dont
« la situation était au moins irrégulière.

« 850 femmes.

« 650 enfants.

« Parmi eux, il y avait 1725 étrangers et 7.460 indi-
« vidus reconnus pour avoir des antécédents judiciaires.
« Il est à remarquer que les recherches sur ce point
« furent rendues extrêmement difficiles par l'incendie
« de la Préfecture de Police et la destruction des
« sommiers judiciaires. *Id fecit cui prodest*. On dut faire
« venir des gardes-chiourmes et des gardiens de prison,
« qui reconnurent quelques-uns de leurs anciens pen-
« sionnaires qui cherchaient à conserver l'incognito.

« Sur ces 38.578 individus arrêtés, 10.137 furent
« traduits en Conseil de guerre. 111 individus, dont
« 8 femmes, furent condamnés à mort. Aucune femme
« ne fut exécutée et 85 hommes bénéficièrent d'une
« commutation de peine.

« Sur les 26 hommes qui furent passés par les armes,
« 22 avaient été condamnés pour crime de droit com-
« mun (assassinat, pillage en bande, incendie, etc.),
« et 4 pour crimes militaires.

« La proportion des acquittements au nombre des
« jugements contradictoires a été de 25 %, ce qui
« indique que les juges militaires, pour qui la guerre
« civile avait succédé à la guerre étrangère, ne se mon-
« trèrent pas implacables.

« Il ne faut pas oublier que 85 victimes de la Com-

« mune furent identifiées et que quelques-unes d'entre
« elles ont été assassinées avec des raffinements de
« cruauté puis odieusement mutilées.

« Sur la proposition de la Commission des grâces,
« de nombreuses mesures de clémence furent accordées,
« puis la loi d'amnistie du 16 mars 1880 a parachevé
« l'œuvre de clémence et d'oubli. Mais la légende des
« torrents de sang du plateau de Satory est immortelle. »

La justice militaire est nécessaire. Si des doutes
ont pu pénétrer dans l'esprit d'hommes de toute opi-
nion avant 1914, ils ont été dissipés par la dernière
guerre.

II

L'incompétence des juges.

Le 18 mai 1907, le général Langlois écrivait dans
la *Revue bleue* :

« Les membres des Parquets de nos Conseils de guerre
« ne présentent aucune garantie au point de vue de
« la connaissance du droit. Nous sommes à peu près
« la seule nation dans ce cas. »

Dans sa proposition de loi, du 29 juin 1909, cet
officier général précisait sa pensée en ces termes :

« Le reproche capital que l'on peut adresser à notre
« Code de justice militaire actuel, c'est de n'avoir
« fait aucune part à l'élément professionnel juriste
« dans le personnel judiciaire.

« Le commandant de Corps d'armée, chef du service
« judiciaire de la région qu'il commande, n'a généra-
« lement pas d'autre culture juridique que celle acquise
« dans la pratique des affaires; il n'est secondé que
« par des officiers d'état-major, dont les connaissances
« générales très étendues offrent une lacune incontes-
« table en ce qui concerne les sciences juridiques et
« particulièrement le droit criminel.

«... De plus, la loi n'exige aucune garantie de culture
« juridique de ces membres du Parquet.

« Enfin, au Conseil de guerre ne figure aucun membre
« juriste; le Code de justice militaire forme tout le
« bagage de connaissances juridiques des juges, et
« encore, étant donné que les programmes d'instruction
« militaire n'en comportent pas l'étude, n'est-il connu
« que des officiers zélés que choque l'idée de venir
« siéger autrement qu'avec les lumières de leur simple
« bon sens. »

Certains réformateurs sont même allés plus loin en
demandant la substitution des juges civils aux juges
militaires.

*
* *

Une doctrine diamétralement opposée nie l'incom-
pétence des membres des tribunaux militaires.

Les magistrats des Conseils de guerre, disent les
partisans de cette doctrine, se répartissent en deux
grandes catégories :

Louitz

Les magistrats des Parquets.

Les juges proprement dits.

L'incompétence des premiers est purement théorique. Tous — ou à peu près — sont licenciés en droit. Il suffit au législateur de régulariser cette situation de fait.

Quant aux juges, si la question de leur technicité se pose, c'est avec une acuité infiniment moindre. Les problèmes qu'ils ont à résoudre relèvent plus du bon sens que de principes généraux : détermination de la culpabilité ou de l'innocence; appréciation de la gravité de la faute commise; potentiel intellectuel et moral de l'inculpé ainsi que son degré de responsabilité, évaluation du degré de sévérité de la peine à appliquer.

Plus qu'un juriste civil, un juge militaire sans technicité juridique est mieux préparé à remplir le rôle de justicier. En la matière on ne juge pas des faits mais des hommes. Le meilleur juge est donc celui qui par ses qualités professionnelles connaît parfaitement le soldat et qui peut le mieux apprécier le mobile de l'infraction, les influences subies, les circonstances atténuantes ou aggravantes ayant entouré l'infraction.

La vérité semble devoir être située entre ces doctrines extrêmes.

De la première il convient de retenir que de solides connaissances juridiques sont aussi indispensables au magistrat militaire qu'au magistrat civil. Sans la compétence juridique on ne saurait être un magistrat digne de ce nom. Le juge doit avoir et la conscience et la science juridique. Il doit allier le bon sens et le désir de bien faire à la pratique et à l'expérience des choses du droit.

De la seconde, on adoptera l'idée que l'administration de la justice militaire doit être assurée par des militaires, sans faire appel au concours de juges civils. L'autorité militaire — seule responsable de la discipline — doit avoir seule la répression des infractions menaçant cette discipline sans laquelle il n'y a pas d'armée. Tout l'intérêt de la question réside dans le maintien de l'action des troupes, dans la nécessité d'assurer, au mieux, en campagne, le fonctionnement du service, de la justice militaire. Il faut toujours un juge présent, un juge toujours prêt à appliquer la sanction dont se réclame la discipline. Ce juge ne peut évidemment être qu'un militaire. On est donc conduit nécessairement à remettre en temps de guerre l'administration de la justice en cause à des militaires. S'ils doivent l'avoir en temps de guerre, il faut également la leur confier en temps de paix, car rien ne serait plus funeste que de leur donner sans préparation des attributions sous lesquelles ils pourraient succomber.

Au surplus il est sage de ne pas assimiler d'une façon

trop absolue les institutions militaires aux institutions civiles et d'éviter de raisonner d'après des analogies qui ne sont pas toujours exactes. L'armée a ses traditions, ses susceptibilités, ses préjugés même, avec lesquels il faut compter. De toutes les fonctions, celles de magistrat sont peut-être les plus délicates. La juxtaposition de juges civils et militaires dans le même tribunal produirait des frottements dangereux, des résistances inopportunes. Le juge militaire puise sa force, son autorité dans son origine : il commande, il partage les fatigues et les dangers de ses soldats. Cette situation légitime pour ainsi dire ses pouvoirs et facilite l'exécution souvent désagréable des redoutables attributions judiciaires qui lui sont dévolues. En serait-il de même pour un juge civil? Aurait-il l'autorité nécessaire, s'il n'avait d'autre prestige que sa science juridique et sa pratique des choses du droit? On ne peut pas l'admettre et il apparaît de la plus haute importance de laisser les racines de la justice militaire fortement implantées dans le cœur de l'armée.

III

La sévérité.

Le reproche de sévérité adressé au Code de justice militaire a ses partisans et ses adversaires.

Il est exposé ci-après les arguments donnés en faveur de l'une et l'autre thèse.

*
* *

Le 10 mars 1901, M. Clémenceau écrivait dans *Le Bloc* :

« Les citoyens de la République française subissent,
« après avoir endossé l'uniforme, un régime judiciaire
« de pure barbarie qui les abaisse au dernier rang de
« l'humanité, en même temps qu'il exalte l'illusion
« d'infailibilité de leurs chefs jusqu'à la démence. »

Le général Langlois dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi du 29 juin 1909 déjà citée, s'exprimait ainsi :

« Les Codes de Justice militaire de 1857 et de 1858,
« actuellement en vigueur, ne répondent plus ni à
« l'organisation de nos armées de terre et de mer, ni
« à nos conceptions modernes sur le droit des citoyens,
« ni aux idées humanitaires qui sont une des gloires de
« notre époque. Les opinions sont unanimes à cet
« égard. »

M. Etienne Flandin, dans un rapport n° 298 du 30 novembre 1911 (Sénat), écrivait :

« Si l'on jette un regard sur les législations étran-
« gères, on constatera à quel point notre Code de Jus-
« tice militaire de 1857 est en arrière sur ceux de la
« plupart des nations civilisées, comment il est resté
« celui qui édicte les peines les plus sévères, souvent
« les plus excessives, et celui aussi qui assure le moins
« de garanties aux accusés, sacrifiant sans raison,

« à de prétendues exigences de la discipline, les règles
« les plus essentielles du droit. »

Le même s'écriait au Sénat (Séance du 19 novembre 1912) :

« Je ne serai contredit par personne si je dis que de
« toutes les législations pénales militaires de l'Europe,
« la nôtre est sans contredit la plus implacable. »

Lors de la récente discussion au Sénat d'un projet de loi tendant à la réforme du Code actuel, M. le général Hirschauer a déclaré :

« On a dit et répété que, lorsqu'on lisait aux jeunes
« recrues les articles du Code à leur arrivée au régiment
« cette lecture les impressionnait défavorablement.

« Je me souviens d'avoir lu, étant jeune lieutenant,
« ces articles à des recrues, ainsi que j'étais obligé de
« le faire. Cela commence par les travaux forcés à
« perpétuité et cela finit par la mort... la mort... la
« mort. Ces malheureux jeunes soldats étaient terrifiés
« de savoir que, s'ils disaient un mot de travers à leur
« caporal, ils seraient punis de la mort. »

M. Poulle, rapporteur du projet présenté, exprimait au cours de la même séance (2 juillet 1926) cette opinion :

« Je crois bien que tout le monde est d'accord sur
« ce point, que le Code de 1857 est le plus implacable
« de tous les Codes militaires. C'est pour cela qu'il ne
« saurait être maintenu plus longtemps. »

Quelques jours après il ajoutait (Séance du 8 juillet 1926) :

« Les textes votés constituent un progrès énorme
« sur le Code de 1857, qui n'avait pas été fait pour les
« temps où nous vivons, pour des armées groupant
« toutes les forces de la nation, et qui n'a pas tenu
« compte des améliorations introduites dans notre
« législation pénale. Celle-ci a largement, heureusement
« progressé : les Codes de justice militaire sont à peu
« près restés stationnaires. »

* *

En face de la thèse de la sévérité excessive des Conseils de guerre se dresse la doctrine opposée.

Cette sévérité, dit-on, est indispensable à l'égard d'hommes jeunes, ardents, passionnés, armés. Sans elle, en temps de paix, la société civile risque d'être menacée par ceux-là mêmes qui doivent constituer sa sauvegarde.

En temps de guerre elle se justifie jusqu'à l'évidence. Un abandon de poste devant l'ennemi peut provoquer la mort d'un grand nombre d'hommes.

Au surplus, l'expérience démontre qu'un humanitarisme mal compris va à l'encontre du but que l'on s'est proposé d'atteindre.

* *

Ces doctrines soutenues avec une égale bonne foi renferment une part de vérité et une part d'erreur.

S'il apparaît excessif de vouloir démontrer la néces-

sité du maintien du *statu quo*, on ne peut davantage introduire dans le Code de Justice militaire toutes les mesures libérales de la loi ordinaire. L'armée est essentiellement chargée du service de la défense nationale. Toute innovation tendant à affaiblir sa vigueur ou à compromettre son action doit être sévèrement pros-
crite. Si on a pu dire qu'il n'y avait pas de justice sans droit, on a dû ajouter aussitôt que sans discipline il n'est pas d'armée. La solution à donner au problème ainsi posé nous apparaît être beaucoup plus une question de mesure qu'une question de principe. Si, au point de vue du droit, la sévérité de la justice militaire est un mal, au regard de la discipline elle est un mal nécessaire. Pour concilier ces points de vue, la clémence devra s'arrêter en-deçà des frontières au delà desquelles elle ruinerait la discipline. C'est ainsi qu'en matière d'abandon de poste devant l'ennemi la peine de mort peut seule être envisagée. La peur — que tous les combattants (même les plus braves), connaissent bien — ne saurait être considérée comme une circonstance atténuante. Sinon, il faut renoncer à faire la guerre.

Par contre toute sévérité que n'exige pas la discipline est à proscrire. Ici, comme en toutes choses d'ailleurs, le droit pénal militaire ne crée pas les mœurs, il les consacre. A ce titre la peine des travaux publics, la parade, le spectacle déprimant qu'offre la dégradation militaire doivent disparaître.

La sévérité du Code actuel est compensée dans une certaine mesure par¹ des dispositions d'un grand libéralisme dérogeant au droit commun et dont la plus célèbre est la minorité de faveur : trois voix pour l'acquiescement dominant quatre voix qui se sont prononcées pour la culpabilité.

Au surplus on peut faire confiance aux juges appelés à se prononcer sur une infraction commise par un membre de la famille militaire pour une adaptation juste et clémentine de la peine à la faute, et pour un large emploi des circonstances atténuantes et du sursis. Ainsi qu'on l'a indiqué précédemment, il ne semble pas exister une juridiction civile pratiquant l'acquiescement à une dose aussi massive que les Conseils de guerre.

IV

Compétence trop étendue des Juridictions.

La compétence actuelle a ses détracteurs et ses partisans.

La thèse contraire au maintien du *statu quo* veut limiter l'action de la justice militaire aux infractions purement militaires.

L'article 55 de l'Acte additionnel à la Constitution de l'Empire du 22 avril 1815 dispose que « les délits militaires sont seuls du ressort des tribunaux militaires. »

La même opinion a été exprimée dans un sens plus radical par le duc de Broglie, rapporteur d'un projet de loi sur la réforme de la justice militaire :

« Avant d'être soldats, les militaires sont hommes;
« ils sont citoyens; ils sont soumis comme eux aux
« lois générales qui régissent le pays; accusés, ils ont
« droit, comme nous, à toutes les garanties que les
« lois assurent à l'innocence en péril et, dans un intérêt
« opposé, s'ils ont failli, c'est à la justice du pays,
« c'est-à-dire à la justice ordinaire qu'ils doivent réparation. Le Gouvernement vous propose de restituer
« à la connaissance des tribunaux de droit commun
« les délits commis par des individus appartenant à
« l'armée. Cette proposition a pour soi l'autorité de
« la raison. La justice la réclame; l'intérêt de la Société
« l'exige; celui de l'armée n'en souffrira pas. » (*Moniteur* du 11 mai 1829).

La même idée a été reprise dans une proposition de loi présentée par MM. César Trouin et Chanoz, députés, le 26 juin 1906 et tendant à soumettre aux juridictions repressives civiles les infractions aux Codes de Justice militaire et maritime, les contraventions, délits et crimes commis par les officiers de tous grades, les sous-officiers et soldats des armées de terre et de mer. (Documents parlementaires 1906. Session ordinaire, n° 150, p. 710).

Le projet de loi voté par le Sénat le 14 février 1913 limitait la compétence des juridictions militaires aux infractions d'ordre purement militaire et renvoyait

aux juridictions ordinaires tous les crimes et délits de droit commun.

*
* *

La doctrine adverse, tout en reconnaissant la logique apparente de la thèse précitée, la rejette par suite de l'inexistence d'un critérium permettant la discrimination certaine des infractions militaires et des infractions de droit commun. Le vol militaire par exemple ne saurait être rangé à *priori* dans l'une ou l'autre catégorie. Dans ces conditions mieux vaut maintenir le principe actuel de la législation militaire en vue d'éviter des conflits d'attribution de nature à léser les intérêts mêmes de l'inculpé.

*
* *

Il semble que la vérité doive être recherchée entre ces thèses extrêmes.

La compétence des juridictions militaires, dont le caractère excessif ne saurait être contesté, est à diminuer dans la mesure permise par les nécessités impérieuses de la discipline. Il paraît sage de confier aux juridictions ordinaires les infractions de droit commun, c'est-à-dire, celles punissables par les lois pénales ordinaires. Selon la jurisprudence de la Cour de Cassation, ces infractions sont limitées aux crimes ou délits pour lesquels le Code de Justice militaire tout en assu-

rant leur répression par une déposition spéciale ne fait que maintenir les mêmes éléments constitutifs et prononce les mêmes peines que le Code pénal. Cette jurisprudence permet de résoudre tous les cas d'espèce. C'est ainsi, par exemple, que le vol militaire constitue une infraction purement militaire et doit continuer à relever de la compétence des Conseils de guerre. En effet, ce vol (art. 248 du C. J. M.) bien que punissable en tant que vol, affecte par les circonstances dans lesquelles il a été commis un caractère spécial de délit militaire étranger au droit commun. On doit donc en conclure qu'il ne rentre pas dans la catégorie des infractions militaires punissables par le Code pénal, mais qu'il constitue une infraction purement militaire.

C'est dans ce sens que la réforme de la compétence des Conseils de guerre serait, semble-t-il, à envisager en vue de donner satisfaction partielle aux adversaires de la compétence actuelle.

Toutefois cette diminution de compétence devrait être compensée par l'extension des pouvoirs des Tribunaux militaires relativement aux infractions laissées à leur connaissance. En l'état actuel ces Tribunaux ne peuvent être saisis que de l'action publique. L'action civile leur échappe. Cette dérogation exorbitante du droit commun conduit à des situations choquantes. Récemment le capitaine Rouhier, à la suite d'une violente discussion motivée par une question d'intérêt, tua à coups de revolver, dans son appartement, le

gardien de la paix Jacquemet, son concierge. Il fut acquitté par le Conseil de guerre comme ayant agi en état de légitime défense. Or, la quatrième Chambre civile, estimant qu'il y avait faute, a condamné le capitaine Rouhier à 60.000 francs de dommages-intérêts envers la victime.

En résumé, il paraît opportun de rejeter de la compétence des Conseils de guerre les infractions pour lesquelles le Code militaire, tout en assurant leur répression par une disposition spéciale ne fait que maintenir les mêmes éléments constitutifs et prononce les mêmes peines que le Code pénal et pour les infractions purement militaires laissées à leur connaissance de leur conférer le droit de statuer sur l'action publique et, le cas échéant, sur l'action civile.

V

La subordination au commandement.

Aux termes de la loi, le commandant de Corps d'armée est le maître incontesté de toute la procédure. Sa personnalité domine le procès non seulement par l'autorité que lui confèrent les règles de la hiérarchie et de la subordination, mais aussi par l'action qu'il exerce et les importantes décisions qui lui sont réservées.

Cette situation légale a soulevé des polémiques ardentes.

Elle a des adversaires acharnés qui lui reprochent avec véhémence de consacrer le principe de la confusion des pouvoirs.

Le général commandant de Corps d'armée, disent-ils, est à la fois procureur de la république, juge d'instruction, procureur général, chambre des mises en accusation. A lui seul, il appartient de décider souverainement l'ouverture de l'information ou le refus de l'ouvrir, le renvoi devant le tribunal militaire ou le refus de mise en jugement, quels que soient les avis du Commissaire du Gouvernement ou du Rapporteur relevant de son autorité. Cette situation est paradoxale et anti-juridique.

La position prise par les auteurs de cette thèse est particulièrement forte.

Leurs adversaires répliquent :

Responsable de la discipline, le commandement doit être couvert par les pouvoirs nécessaires. Il doit notamment avoir le droit d'appeler l'attention de ses subordonnés (membres des parquets, jurés) sur la gravité particulière de certaines infractions pour leur recommander suivant le cas, soit la circonspection, soit la sévérité. Cette pratique est d'ailleurs constante dans les juridictions civiles. La chancellerie n'invite-t-elle pas les procureurs généraux à requérir avec vigueur contre certaines infractions? N'insiste-t-elle

pas sur l'intérêt qui s'attache à la correctionnalisation de certaines affaires en vue de les soustraire à la clémence débonnaire du jury?

*
*
*

Les arguments invoqués par les partisans du maintien du *statu quo* n'apparaissent pas décisifs.

L'examen objectif de la question conduit à rompre avec la subordination de la justice militaire au commandement, dans la mesure toutefois où la responsabilité de ce dernier le permettra.

Réformer? Oui.

Détruire ? Non.

La destruction aboutit à l'anéantissement de l'armée.

La réforme conseille de maintenir au général de Corps d'armée tous les pouvoirs qui lui sont actuellement confiés mais dans la phase préjudiciaire seule et à transformer ses attributions au cours de la phase judiciaire en un droit de regard et de contrôle.

VI

Procédure trop accélérée.

Cette procédure découle de l'idée générale d'exemplarité qui domine la justice militaire.

Cette idée générale, incontestée en 1857, ne répond plus à la conscience juridique de notre époque.

De nombreuses réformes ont du reste déjà atténué le caractère accéléré de la procédure militaire. (Lois des 27 avril 1916, 13 mars 1918, 18 octobre 1918.)

L'importante loi du 27 avril 1916 supprime les Conseils de guerre spéciaux, accorde aux justiciables des Conseils de l'intérieur le bénéfice de la loi du 8 décembre 1897 sur l'instruction préalable ainsi que la procédure de la révision.

Les lois des 13 mai et 18 octobre 1918 donnent aux accusés toutes les garanties de la défense, assurent la communication du défenseur avec l'inculpé et réalisent la votation au scrutin secret.

Le législateur oriente donc la procédure militaire vers la procédure civile. Il aura à s'arrêter dans cette voie au moment précis où toute nouvelle satisfaction au droit ferait souffrir la discipline.

CHAPITRE VI

LES PROJETS DE REFORME

Après avoir exposé les conflits de doctrine soulevés par la justice militaire, il paraît intéressant d'indiquer les principaux projets de réforme de cette justice dont le Parlement a été saisi par des hommes d'opinions différentes mais d'une égale bonne foi.

Chronologiquement ces projets peuvent se répartir en deux périodes :

1^{re} période (1857 à 1898); projets peu nombreux et assez anodins.

2^e période (1898 à nos jours). Ils se multiplient et certains d'entre eux ne tendent pas moins qu'à la suppression radicale de la justice militaire.

La démarcation entre ces deux périodes est constituée par une affaire retentissante qui a soulevé dans le pays une émotion dont l'intensité ne saurait être exagérée.

Ecartant les projets de la première période par suite du peu d'intérêt que présente leur étude, on limitera l'exposé fait ci-après à ceux de l'autre période.

Du point de vue de leur objet, ces derniers se groupent en deux catégories :

1^{re} Projets relatifs à la suppression de la justice militaire :

2^o Projets tendant à la réforme de cette justice.

1^{re} catégorie.

Projets tendant à la suppression de la justice militaire.

Ils ne sont indiqués que pour mémoire, la nécessité de la justice militaire ayant été démontrée précédemment.

Sous le bénéfice de cette remarque, les principaux d'entre eux sont les suivants :

Proposition de loi ayant pour objet de supprimer le Code militaire et les Conseils de guerre et de soumettre les soldats comme les autres citoyens et avec eux, à la même juridiction civile, présentée par MM. Edouard Vaillant, Allard, J. L. Breton, députés et plusieurs de leurs collègues. (Chambre des députés, 25 octobre 1898. Documents parlementaires, 1898. Session extraordinaire, n^o 228, p. 97).

Proposition de loi tendant à la suppression des Conseils de guerre en temps de paix et à leur réorganisation en temps de guerre sur la base des conseils militaires de l'an III, présentée par MM. Pastre, Zévaes, députés et plusieurs de leurs collègues. (Chambre des

députés, 4 novembre 1898. Documents parlementaires, 1898. Session extraordinaire, n° 311, p. 147.)

Proposition de loi tendant : 1° à l'abrogation du Code de Justice militaire et à la suppression des Conseils de guerre en temps de paix; 2° à la réglementation du droit de punir présentée, par MM. Messimy et Maujan, députés. (Chambre des députés, 17 octobre 1902. Documents parlementaires, 1902, Session extraordinaire, n° 344, p. 113.)

Proposition de loi ayant pour objet : 1° de supprimer le Code militaire et les Conseils de guerre et de soumettre les soldats comme les autres citoyens, et avec eux, à la juridiction civile; 2° d'enlever aux officiers de grade inférieur et aux sous-officiers le droit de punir disciplinairement, présentée par MM. Edouard Vaillant, Allard, députés et plusieurs de leurs collègues. (Chambre des députés, 19 mai 1903. Documents parlementaires, 1903. Session ordinaire, n° 908, p. 463.)

Proposition de loi tendant à soumettre en temps de paix aux juridictions répressives civiles les infractions aux Codes de Justice militaire et maritime, les contraventions, délits et crimes commis par les officiers de tous grades, les sous-officiers et les soldats des armées de terre et de mer, présentée par MM. César Trouin et Chanoz, députés. (Chambre des députés, 26 juin 1906. Documents parlementaires, 1906. Session ordinaire, n° 150, p. 710.)

Proposition de loi tendant à la suppression des

Conseils de guerre en temps de paix, présentée par M. Drelon, député. (Chambre des députés, 5 novembre 1906. Documents parlementaires, 1906. Session extraordinaire, n° 389.)

Projet de loi portant suppression des Conseils de guerre permanents, des tribunaux maritimes, des établissements pénitentiaires militaires, présenté au nom de M. le Président de la République française, par M. Guyot-Dessaigne, Garde des Sceaux, M. le général Picquart, Ministre de la Guerre, M. Thomson, Ministre de la Marine. (Chambre des députés, 1907. Documents parlementaires, 1907. Session extraordinaire, n° 673.)

Proposition de loi ayant pour objet : 1° de supprimer le Code militaire et les Conseils de guerre et de soumettre les soldats comme les autres citoyens, et avec eux, à la même juridiction civile; 2° d'enlever aux officiers de grade inférieur et aux sous-officiers le droit de punir disciplinairement, présentée par MM. Edouard Vaillant, Poulain, Allard, députés et plusieurs de leurs collègues. (Chambre des députés, 10 février 1908. Documents parlementaires, 1908. Session ordinaire, n° 1502, p. 128.)

Projet de loi adopté par la Chambre des députés, portant suppression des Conseils de guerre permanents, dans les armées de terre et de mer et des tribunaux maritimes, présenté au nom de M. le Président de la République française, par M. Aristide Briand, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, M. le

général Picquart, Ministre de la Guerre, M. Alfred Picart, Ministre de la Marine. (Sénat, 17 juin 1909: Documents parlementaires, 1909. Session extraordinaire, n° 144, p. 235.)

Proposition de loi tendant à la suppression des Conseils de guerre présentée par M. Paul Souzy, Sénateur. (Sénat, 1909. Documents parlementaires, 1909. Session extraordinaire, n° 250, p. 1.)

Proposition de loi ayant pour objet : 1° de supprimer les Conseils de guerre et le Code de Justice militaire, de soumettre les soldats comme les autres citoyens, et avec eux, à la même justice civile; 2° d'enlever aux sous-officiers et aux officiers de grade inférieur le droit de punir disciplinairement présentée par MM. Paul Constant, Fontanier et autres députés. (Chambre des députés. Session extraordinaire, 1925, n° 2013.)

Proposition de résolution invitant le Gouvernement à déposer de toute urgence sur le Bureau de la Chambre un projet de loi tendant à la suppression des Conseils de guerre, présentée par M. Simon Raynaud, député, le 8 décembre 1925. (Documents parlementaires. Chambre des députés. Session extraordinaire de 1925, n° 2175.)

2° catégorie.

Projets relatifs à la réforme de la justice militaire.

Ils maintiennent la justice militaire, mais y apportent des modifications tendant à la rapprocher de la justice civile:

Les plus connus sont rappelés ci-après.

Proposition de loi tendant à modifier le Code de justice militaire (adoucissement en temps de paix des articles 221, 222 et 223, du Code du 9 juin 1857) présentée par M. Pierre Richard, député, (Chambre des députés, 4 juillet 1898. Documents parlementaires, 1898. Session ordinaire, n° 157, p. 1531.)

Projet de résolution sur la réorganisation de la justice militaire en temps de paix, présenté par M. Mirman, député. (Chambre des députés, 4 novembre 1898. Documents parlementaires, 1898. Session extraordinaire, n° 299, p. 104.)

Proposition de loi tendant à modifier les Codes de justice militaire du 9 juin 1857 (armée de terre) et du 4 juin 1858 (armée de mer), présentée par M. Massé, député et plusieurs de ses collègues. (Chambre des députés, 9 juin 1899. Session extraordinaire, n° 1019, p. 1668.)

Projet de loi sur les modifications à apporter au fonctionnement de la justice militaire, présenté au nom de M. le Président de la République française par M. le général de Galiffet, Ministre de la guerre. Chambre des députés, 14 novembre 1899. Documents parlementaires, 1899. Session extraordinaire, n° 2360, p. 387.

Projet de loi portant réforme du Code de Justice militaire pour l'armée de mer, présenté au nom de M. le Président de la République française, par M. le général André, Ministre de la Guerre et M. Vallé, Garde

des Sceaux, Ministre de la Justice. (Chambre des députés, 17 octobre 1902. Documents parlementaires, 1902. Session extraordinaire, n° 342, p. 95).

Proposition de loi tendant à modifier les Codes de Justice militaire du 9 juin 1857 (armée de terre) et du 4 juin 1858 (armée de mer) présentée par MM. Massé, Baudin, députés et plusieurs de leurs collègues. (Chambre des députés, 20 novembre 1902. Documents parlementaires, 1902. Session extraordinaire, n° 470, p. 303.)

Proposition de loi sur la réorganisation des Conseils de guerre présentée par M. Clemenceau, Sénateur. Sénat, 11 juin 1903. Documents parlementaires, 1903. Session ordinaire, n° 173, p. 452.)

Projet de loi tendant à la réforme des Conseils de guerre, présenté au nom de M. le Président de la République par M. Berteaux, Ministre de la Guerre; M. Thomson, Ministre de la marine et M. Chaumié, Garde des Sceaux. (Chambre des députés, 17 mars 1905. Documents parlementaires 1905. Session extraordinaire, n° 2324.)

Proposition de loi tendant à modifier les Codes de Justice militaire du 9 juin 1857 (armée de terre) et du 4 juin 1858 (armée de mer) présentée par M. Massé, député. (Chambre des députés, 15 juin 1906. Documents parlementaires, 1906. Session ordinaire, n° 115, p. 597.)

Proposition de loi sur la réorganisation des Conseils de guerre présentée par M. le général Langlois, Sé-

nateur. Sénat, 29 juin 1909. Documents parlementaires, 1909. Session ordinaire, n° 170, p. 345.

L'important projet de loi, déposé le 21 janvier 1907, adopté par la Chambre des députés, le 11 juin 1909, modifié le 14 février 1913 par le Sénat, attendait le 2 août 1914 une nouvelle délibération de la Chambre.

Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

1° Limitation de la compétence des tribunaux militaires aux infractions militaires et renvoi devant les juridictions civiles des infractions de droit commun.

2° Introduction, dans la composition des Conseils de guerre, de magistrats civils.

3° Création pour les Parquets d'un Corps de magistrats militaires indépendants, impartiaux et donnant toutes garanties de compétence juridique.

4° Institution du droit d'appel.

5° Atténuation des peines.

6° Diminution des pouvoirs du Commandement.

Le nouvel examen auquel était conviée la Chambre n'a pu avoir lieu par suite de la guerre de 1914-1918,

Au lendemain de la paix le Gouvernement s'est proposé de réformer la justice militaire en s'inspirant des projets précités et des enseignements de la guerre.

A cet effet une Commission extra-parlementaire fut créée le 16 juin 1921.

Le 27 juin 1923, au cours d'une assemblée générale de cette Commission, le travail terminé fut remis à M. André Maginot, Ministre de la Guerre qui formula,

à cette séance, des observations qui méritent d'être reproduites tant leur importance est capitale.

« Au moment où votre Commission termine ses travaux, je tiens à vous remercier tous du concours que vous avez bien voulu apporter au Département de la Guerre en élaborant l'avant-projet qui m'a été remis hier par l'honorable M. Poulle, votre très éminent rapporteur. Vous me permettez d'exprimer tout particulièrement ma gratitude à ce dernier pour son travail tout à fait remarquable et la façon dont il s'est acquitté d'une tâche aussi difficile que délicate.

« Depuis longtemps l'organisation de notre justice militaire ne répond plus aux nécessités d'une armée qui a dépouillé, au contact de nos institutions démocratiques, son ancien caractère d'armée de métier pour devenir l'armée nationale. Cet archaïsme de notre organisation judiciaire s'est révélé davantage encore au cours de la guerre où l'application de règles et de procédures d'une autre époque ne se trouvait plus en harmonie avec le grand mouvement de la nation en armes et la nouvelle conception du soldat-citoyen. Des incidents aussi douloureux que regrettables et qui ont justement ému l'opinion comme ils ont dressé contre les procédés d'une justice souvent trop sommaire l'unanimité des anciens combattants, ont marqué la fin d'un régime judiciaire qu'il n'est plus possible de défendre aujourd'hui.

« On ne peut plus, on ne veut plus accepter de subor-
« donner la justice à l'exemple. Après avoir subi tant
« d'épreuves et s'être imposé tant de sacrifices pour
« assurer la victoire du droit et de la justice, ce pays
« ne comprendrait pas que certains errements puissent
« se prolonger et que les garanties accordées à tous les
« citoyens soient refusées à ceux d'entre eux qui rendent
« à la nation le service de la défendre et de veiller sur
« sa sécurité.

« S'inspirant de ces considérations en même temps
« que des enseignements de la guerre, votre Commis-
« sion a élaboré un projet de loi dont les dispositions
« tendent à concilier les prérogatives indispensables
« du commandement avec le souci d'une justice indé-
« pendante et éclairée. Suivant l'heureuse formule de
« votre rapporteur, vous vous êtes efforcés d'accorder
« les exigences de la discipline, sans laquelle il n'y a
« pas d'armée, avec les exigences du droit sans lequel
« il n'y a pas de justice. Vous avez cherché à organiser
« la nouvelle justice militaire à l'image du droit com-
« mun et à adapter aux juridictions militaires, le plus
« possible, les règles suivies devant les tribunaux civils.

« Aux conseils de guerre, vous avez substitué les
« tribunaux militaires. Et ce n'est pas seulement un
« simple changement de vocabulaire. Ce que vous avez
« voulu réaliser, en effet, c'est une transformation
« réelle, profonde, de la justice militaire actuelle,
« aussi bien en ce qui concerne le personnel qu'en ce
« qui concerne la procédure et la compétence.

« En temps de paix vous proposez que les tribunaux
« militaires soient présidés par un magistrat civil et
« qu'ils ne connaissent plus que des infractions à la
« discipline, les crimes et les délits de droit commun
« devant être réservés à la compétence des juridictions
« civiles de repression.

« En temps de guerre, car sur ma demande, et je vous
« en remercie, vous avez bien voulu ne pas limiter
« votre projet de réforme au temps de paix, vous pré-
« voyez qu'aux armées, les tribunaux militaires devront
« être présidés par des officiers de la justice militaire
« que fourniront à la mobilisation la magistrature et
« le barreau.

« Toutes les règles du Code d'instruction criminelle
« devront être en tout temps applicables à la procédure
« suivie devant les tribunaux militaires, sous la seule
« réserve de la réduction de certains délais dans les
« cas urgents. Seront également applicables devant la
« justice militaire toutes les lois spéciales qui sauve-
« gardent la liberté individuelle et qui prévoient, à
« côté des rigueurs nécessaires, les mesures d'atténuation
« et les délais d'amendement.

« Auprès des tribunaux militaires votre projet ins-
« titue de véritables parquets où des officiers pourvus
« de la licence en droit et recrutés au concours après
« un stage dans un parquet civil, instruiront les affaires
« et administreront l'action publique avec la compé-
« tence qu'ils devront à leur formation juridique et

« avec l'autorité qu'ils tiendront du Ministre de la
« Guerre dont ils dépendront directement.

« Au siège de ces parquets seront placés en temps
« de guerre, des officiers défenseurs pris parmi les
« magistrats avocats ou avoués, affectés au service
« auxiliaire ou que des infirmités ou blessures con-
« tractées sur le front auront rendu inaptes au service
« actif.

« Enfin, vous prévoyez qu'aux armées fonctionneront
« des tribunaux militaires de cassation devant lesquels
« pourront toujours se pourvoir ceux qui auront en-
« couru la peine capitale. Si bien que — même aux heures
« tragiques, où peut s'imposer la nécessité d'une ré-
« pression rapide, toutes les formalités de la loi seront
« observées devant les parquets et les tribunaux mili-
« taires, comme y seront respectés les droits de la dé-
« fense et exercés les recours qui constituent la su-
« prême garantie de la justice.

« Votre projet rend ainsi impossible le retour aux
« Conseils de guerre spéciaux et aux Cours martiales
« que l'opinion publique et le Parlement ont si souvent
« condamnés.

« Il supprime en même temps et tout le monde applau-
« dira à cette suppression, la peine des travaux publics
« ainsi que la parade d'exécution qui l'accompagnait.
« Il fait également disparaître de nos Codes la dégra-
« dation militaire, mise en scène pénible, humiliante

« pour tous et qui serait désormais remplacée par la
« mise à l'ordre du jour du jugement.

« On peut dire que le projet que vous avez élaboré
« réalise la plus grande harmonie possible entre la
« justice militaire et la justice civile. En rendant les
« juges indépendants du commandement, en étendant
« aux militaires les garanties accordées aux autres
« justiciables il permettra de réaliser un grand progrès
« et fera taire de légitimes critiques.

« Je considère pour ma part, qu'il est de nature
« à apporter les apaisements nécessaires à ceux qui
« n'invoquent pas sans tristesse les trop nombreuses
« erreurs du passé et qui pensent que la répression
« ne peut perdre à s'exercer dans la légalité. Aussi
« suis-je tout disposé à adapter les principes de votre
« projet et à défendre celui-ci dans ses grandes lignes
« devant le Parlement. Je ferai tout ce qui dépendra
« de moi pour le faire venir en discussion le plus tôt
« possible, certain qu'en m'employant à en hâter le
« vote, je servirai les véritables intérêts de l'armée,
« dont le prestige ne peut que gagner à une réforme
« qui répond au sentiment de justice du pays tout
« entier. »

Cet avant-projet fut adopté par la Commission
parlementaire du Sénat. En dehors de quelques modi-
fications apportées au fonds et à la forme il fut voté
tel quel par la Haute Assemblée en juillet 1926.

*
* *

L'exposé des différentes solutions proposées au problème soulevé par la réforme de la justice militaire est terminé.

Il est possible d'aborder maintenant la partie constructive du travail en utilisant les matériaux fournis par les projets précités et en s'inspirant d'une expérience personnelle vieille de plus de vingt années.

LIVRE II

Projet de réorganisation des Conseils de Guerre

Le présent projet est limité à la compétence et à l'organisation des juridictions ainsi qu'à la procédure pénale militaire en temps de paix. On a écarté les pénalités, non pas que la question ne soit extrêmement importante, mais parce qu'elle est étrangère à un sujet de thèse appartenant aux Sciences Economiques et Politiques.

L'exposé a été divisé en trois parties :

- 1^o La compétence des tribunaux militaires.
- 2^o Leur réorganisation.
- 3^o La procédure.

PREMIERE PARTIE

LA COMPÉTENCE

L'examen des reproches adressés aux juridictions militaires a conduit à conclure à la nécessité d'en diminuer la compétence. On a indiqué le sens général de la réforme à réaliser à cet effet.

Il est précisé ci-après les conditions dans lesquelles cette réforme pourrait être envisagée.

I

Compétence ratione materiæ

Cette compétence est commandée par la qualité de l'inculpé. Ce principe ne répond plus à l'état d'esprit actuel caractérisé par un désir nettement marqué de reprendre la tradition de l'époque révolutionnaire et des Cent Jours représentée par la loi du 30 septembre 1791 et par l'article 55 de l'Acte additionnel de la Constitution de l'Empire qui dispose que : « les délits militaires sont seuls du ressort des tribunaux militaires. »

Ce principe subordonne la compétence des juridictions militaires non plus à la qualité de l'inculpé, mais à la nature de l'infraction.

Il répond aux exigences de l'opinion publique et à ce titre il doit inspirer la réforme de la justice militaire.

A cet effet il paraît opportun de retirer de la compétence des Conseils de guerre toutes les infractions pour lesquelles le Code de Justice militaire ne fait que maintenir les mêmes éléments constitutifs et prononce les mêmes peines que le Code pénal. Il ne serait donc laissé à la connaissance des tribunaux militaires que les infractions purement militaires dont la liste paraîtrait devoir être la suivante :

Insoumission et désertion.

Révolte militaire, insubordination, voies de fait

et outrages envers les supérieurs, outrages envers l'armée, au drapeau, rébellion.

Abus d'autorité.

Pillage, dévastation d'édifices, destruction de matériel militaire.

Infraction aux consignes militaires.

Mutilation volontaire.

Omission ou refus de prendre part aux audiences des juridictions militaires.

Capitulation.

Trahison, espionnage, embauchage.

Usurpation d'uniformes, insignes, décorations et médailles.

A ces infractions, il conviendrait d'ajouter les infractions de droit commun commises par les militaires dans les établissements de l'armée ou chez l'hôte. Cette addition est exigée par la discipline. Elle est d'ailleurs acceptée par l'opinion publique.

II

Compétence ratione personæ.

La question est complexe. On se bornera à des généralités.

En temps de paix la compétence est conditionnée par la position du militaire, auteur de l'infraction. En principe, la position qui entraîne la compétence est la présence sous les drapeaux. Exemple : Le dé-

serteur pendant son absence illégale n'est pas justiciable des Conseils de guerre pour les infractions commises au cours de la période de désertion. Cette règle générale comporte toutefois une dérogation importante. Si l'auteur principal qui est militaire a des complices civils, il relève de la juridiction de droit commun.

Il semble que rien ne soit à modifier en la matière.

III

Compétence *ratione loci*.

Les règles qui la déterminent étant celles du droit commun, seraient à maintenir.

..

En résumé, la compétence des juridictions militaires serait réorganisée sur les bases suivantes :

1^o Relèvent des tribunaux militaires :

a) Toutes les infractions pour lesquelles le Code de Justice militaire assure la répression par une disposition spéciale, en maintenant des éléments constitutifs différents et en ne prononçant pas les mêmes peines que le Code pénal.

b) Toutes les infractions de droit commun commises par des militaires ou assimilés dans des établissements militaires ou chez l'hôte.

2^o Pour ces infractions les juridictions militaires auraient à administrer et l'action publique et l'action civile.

DEUXIÈME PARTIE

REORGANISATION DES JURIDICTIONS MILITAIRES

L'organisation judiciaire de droit commun repose sur la distinction fondamentale des infractions en trois grandes catégories : crimes, délits et contraventions.

L'organisation judiciaire militaire, au contraire, ne comprend qu'un seul type de tribunal compétent pour toutes les infractions.

Cette organisation est-elle conforme à l'idée directrice de la réforme de la justice militaire : réorganiser cette justice à l'image du droit commun dans la mesure où la discipline n'aura pas à en souffrir ?

Non.

Peu importe en effet, à la discipline que les juridictions chargées de sa défense soient hiérarchisées d'après la gravité des affaires dont elles ont à connaître.

Par ailleurs, il n'apparaît pas que le retrait des contraventions à ces juridictions puisse découvrir la responsabilité du commandement. Pratiquement ces infractions relèvent de l'action disciplinaire. Pourquoi ne pas légaliser une situation de fait en décidant que les juridictions ordinaires seront saisies des infractions

de cette catégorie, toutes les fois que le commandement estimera que la répression disciplinaire ne saurait en châtier tous les éléments constitutifs?

Cette mesure donnerait satisfaction au droit sans atteindre la discipline.

Sous le bénéfice de ces remarques, les infractions maintenues dans le domaine de la justice militaire seraient jugées par deux séries de tribunaux, savoir :

Les délits par les tribunaux correctionnels militaires;

Les crimes par les tribunaux criminels militaires.

Il est indiqué, ci-après, les lignes générales de l'organisation de chacune de ces juridictions.

I

Tribunaux correctionnels militaires.

A) **Nombre.** — La loi du 9 juin 1857 modifiée par la loi du 8 mai 1875 prévoit au moins un Conseil de guerre par région militaire.

En dehors des difficultés financières de l'heure qui commandent une politique de sévère économie, les réductions importantes apportées aux effectifs présents sous les drapeaux sont incompatibles avec cette formule.

Il est incontestable qu'une juridiction quelle qu'elle soit ne vaut que par la compétence de ses juges. Ce qui fait le magistrat vraiment digne de ce nom, est, en plus de la conscience et de la science juridique,

la pratique des choses du droit. Or, cette pratique présuppose l'examen d'un grand nombre d'affaires. La raréfaction des dossiers à étudier, l'uniformité des affaires à juger portent un coup fatal à une juridiction. Les conseils de préfecture en sont un exemple particulièrement saisissant.

Certains conseils de guerre sont exposés au même danger.

« Nous pouvons citer, écrit M. Pouille dans son rapport sur le projet de loi voté récemment par le Sénat, des Conseils de guerre qui actuellement ne jugent chaque mois que trois ou quatre affaires, et encore ces affaires, sont souvent des plus insignifiantes. Ce désœuvrement est pénible pour les officiers des parquets militaires. Il étonne les personnes n'appartenant pas à l'armée qui le constatent. »

Si cette remarque est vraie, et on ne saurait le contester en raison de la notoriété du personnage qui l'a faite, à *fortiori* le serait-elle pour les tribunaux correctionnels militaires qui n'auraient plus dans leurs attributions que les délits militaires et les délits de droit commun commis dans les établissements de l'armée.

Le nombre de ces tribunaux devrait répondre aux besoins des effectifs du contingent actuel — qui représentent un maximum, le service d'un an étant probable, dans une avenir assez rapproché et le dépeuplement du contingent annuel étant certain à partir de 1935 —

et à la nécessité d'assurer une activité intense des tribunaux en question à compétence fort réduite eu égard à celle des Conseils de guerre.

A cet effet, il semble que les régions actuelles pourraient être réunies en groupes de cinq régions chacun (le Gouvernement militaire de Paris formant un groupe) et qu'un tribunal correctionnel militaire serait à prévoir pour chaque groupe.

B) Composition. — Il serait désirable que la réforme de la justice militaire fut non seulement une œuvre d'adaptation à l'organisation de la justice civile mais qu'elle fut aussi une œuvre d'avant-garde à citer en exemple aux juridictions ordinaires.

Les partisans du système du juge unique se font de plus en plus nombreux. Déjà appliqué en matière de contraventions, ce système ne vient-il pas d'être étendu récemment à certains délits retirés aux tribunaux correctionnels et confiés aux tribunaux de simple police.

Les délits dont il s'agit sont des infractions simples, dont le jugement ne soulève aucune difficulté juridique. N'est-ce pas là la caractéristique de tous les délits militaires réservés aux tribunaux correctionnels militaires envisagés?

Il semble donc qu'on pourrait — sans crainte de faire fausse route — confier le jugement des délits de l'espèce à un magistrat militaire unique, magistrat

appartenant à un corps offrant toute garantie ainsi qu'on l'indiquera plus loin.

Au surplus, tous apaisements nécessaires seraient donnés à ceux qu'inquiéterait cette réforme hardie par l'introduction dans la procédure militaire d'une voie de recours importante : l'appel.

Ce principe étant admis le tribunal correctionnel militaire serait organisé sur les bases suivantes :

Il serait composé de quatre organes :

1^o Le tribunal proprement dit.

2^o le Parquet.

3^o Un service d'instruction.

4^o Le greffe.

1^o *Le Tribunal.* — Il se composerait d'un juge-président et d'un juge suppléant.

2^o *Le Parquet.* — Il serait dirigé par un Commissaire du Gouvernement remplissant les fonctions du Ministère public. Il pourrait être assisté d'une ou plusieurs substituts.

3^o *Le service de l'instruction.* — Il serait assuré par un juge d'instruction militaire chargé de l'information préalable. Les écritures seraient tenues par un commis-greffier.

4^o *Le greffe.* — Il se composerait d'un greffier et de commis-greffiers (dont un affecté au service de l'instruction). Ils seraient chargés des archives du tribunal et ils tiendraient la plume à l'audience.

Le juge-président et son suppléant, le Commissaire du Gouvernement et ses substituts, le juge d'instruction appartiendraient au corps des magistrats militaires.

Rien ne serait changé relativement aux greffiers qui continueraient à relever du Corps des officiers d'administration de la justice militaire.

II

Tribunaux criminels militaires

I. — Nombre. — Leur rôle serait triple :

1^o Prononcer la mise en accusation des criminels.

2^o Juger les criminels.

3^o Fonctionner comme juridiction d'appel à l'égard des tribunaux correctionnels militaires.

Pour donner à ces tribunaux une vitalité intense, il serait suffisant, semble-t-il, de n'envisager que la création de deux juridictions de l'espèce pour la métropole.

II. — Composition. — La triple fonction qui serait confiée aux tribunaux criminels nécessiterait la création de trois chambres exerçant chacune une des attributions précitées, savoir :

Une chambre des mises en accusation.

Une chambre criminelle.

Une chambre des appels correctionnels.

Ces tribunaux comprendraient des organes généraux communs aux trois chambres et des organes particuliers.

a) *Organes généraux.* — Ils seraient les suivants :

1^o Le Président du Tribunal criminel assurant la direction générale de la juridiction et qui pourrait présider tour à tour l'une quelconque des trois chambres

2^o Le Parquet dirigé par un Commissaire général du Gouvernement (assisté de substituts généraux) qui remplirait les fonctions dévolues au Ministère public.

3^o Le service de l'instruction assuré par un juge d'instruction général, secondé de substituts généraux.

4^o Le Greffe ayant à sa tête un greffier en chef disposant de commis-greffiers qui administrerait les archives et tiendrait les écritures.

b) *Organes particuliers.* — Ce sont les trois chambres.

1) Chambre des mises en accusation. — Chargées de se prononcer sur le renvoi des affaires devant la Chambre criminelle, elle comprendrait trois juges dont un président, alors que dans les juridictions ordinaires correspondantes le nombre des conseillers est de cinq. Cette différence peut se justifier ainsi :

Il est notoire que les Cours d'appel connaissent de grosses difficultés pour réunir le nombre de juges prévu par la loi. D'autre part des juristes émettent des doutes sur la nécessité du chiffre cinq. Une tendance en faveur du nombre trois se dessine avec une vigueur croissante. Un décret récent ne vient-il pas de

permettre aux Cours d'appel de statuer avec trois conseillers seulement, président compris, sur les ordonnances rendues par le président du Tribunal de première instance?

Si trois juges paraissent suffisants pour beaucoup en matière de crimes ordinaires, on peut admettre que ce nombre répond également aux besoins des Chambres des tribunaux criminels militaires qui n'auront à connaître en général que des crimes militaires beaucoup moins délicats au point de vue juridique.

C'est l'enchaînement des raisons précitées qui a conduit à opter pour le chiffre trois.

2) Chambre criminelle. — Elle remplirait à l'égard des justiciables des tribunaux militaires le rôle donné aux Cours d'assises en droit commun.

Sa composition serait la suivante :

1° Une chambre proprement dite composée de trois juges dont un président. (La fixation choisie n'est pas une innovation; elle n'est autre que celle des Cours d'assises). Elle aurait à se prononcer sur l'application de la peine.

2° Le ministère public chargé de soutenir l'accusation

3° Le greffier tenant la plume.

4° Le jury se prononçant sur la culpabilité de l'inculpé. L'assimilation du jury militaire au jury civil ne serait toutefois pas complète. Il serait maintenu entre eux une différence fondamentale : le jury mili-

taire resterait un jury de hiérarchie alors que le jury civil est un jury d'égalité.

Cependant cette différence serait atténuée pour les officiers et sous-officiers par l'introduction dans le jury de membres égaux à l'accusé dans la hiérarchie des grades mais d'une ancienneté supérieure.

Elle resterait entière à l'égard des soldats. On objectera que le remède à apporter en vue de faire disparaître cette exception serait simple : il consisterait à réserver dans le jury une place à un soldat. Cette réforme d'apparence facile aurait par ailleurs l'avantage de répondre au sentiment unanime des anciens combattants dont la voix est d'importance en la matière. Pourquoi a-t-elle donc été écartée ? Parce que pratiquement elle n'est pas réalisable. La condition d'âge des jurés n'est remplie, en effet, que par des soldats de carrière appartenant aux services administratifs. Leur introduction dans le jury ne donnerait pas satisfaction à la thèse tendant à soumettre le soldat combattant au jugement de ses pairs. La réforme est donc impossible. On ne saurait que le regretter.

* *

Ainsi qu'on l'a indiqué, la Chambre serait chargée de l'application de la peine et le jury par son verdict se prononcerait sur la culpabilité. On allierait ainsi la conscience du jury et la science juridique du Tribunal.

LE CORPS DES OFFICIERS DE LA JUSTICE MILITAIRE

Des corps de l'espèce existent ou ont existé dans certaines législations étrangères, notamment en Allemagne et en Autriche.

La création d'un corps de juristes militaires a été envisagée en France par le général de Galiffet (projet de loi du 14 novembre 1899).

Cette idée a été reprise dans le nouveau projet voté par le Sénat (juillet 1926). La plupart des dispositions y insérées n'appellent aucune observation, à l'exception de deux d'entre elles, savoir :

1^o La présidence du tribunal militaire est confiée à un magistrat civil.

2^o Les membres du corps seront répartis dans les échelons d'une hiérarchie dont le sommet est constitué par des juges ayant rang de colonel.

En ce qui concerne la première de ces dispositions on indique ci-après les raisons qui militent en faveur de son rejet.

Tout d'abord, elle serait contraire à l'intérêt de la justice civile. La crise de recrutement de la magistrature ordinaire sévit avec rage depuis la fin de la grande guerre. Impuissantes à se constituer conformément à la loi, le Parlement a dû venir au secours des juridictions civiles en organisant en 1919 le système du

juge « baladeur ». Les inconvénients de ce système sont trop connus pour qu'il soit utile de les rappeler. Ils n'ont pas échappé au gouvernement qui, utilisant les pouvoirs exceptionnels qui lui ont été donnés par la loi du 3 août 1926, a rendu inutile cet expédient, en supprimant un certain nombre de tribunaux et en affectant les magistrats rendus ainsi disponibles aux tribunaux maintenus. On ne pense pas qu'on puisse envisager d'annihiler les effets bienfaisants qu'on est en droit d'attendre de cette réforme, en demandant aux juridictions civiles de prêter leurs magistrats aux tribunaux militaires.

La disposition dont il s'agit serait également contraire à l'intérêt de la justice militaire, et surtout à celui de ses justiciables. En effet, si le président du tribunal militaire était un juge civil, c'est-à-dire un magistrat qui par éducation et formation professionnelles est imbu des idées inflexibles du Droit strictement juridique, les décisions si humaines des juridictions militaires et si favorables aux inculpés seraient menacées de disparition. A l'inverse du magistrat civil, le juge militaire a une mentalité particulière qui fait qu'il a pour certains actes une clémence spéciale qui atténue la rigueur de la loi et constitue une garantie indiscutable pour l'accusé.

Mais l'argument décisif est celui qui est fourni par la double condition que doit remplir un magistrat statuant en matière d'infraction militaire : être mili-

taire et connaître le droit. Rien n'indique que l'une de ces conditions puisse être préférée à l'autre. S'il est indispensable que le juge militaire ait la connaissance et la pratique des choses du droit, la tournure d'esprit juridique, il n'est pas moins nécessaire qu'il ait en même temps la connaissance de l'esprit de l'armée, de ses institutions, de ses lois et de ses règlements. Le magistrat civil ne remplissant pas cette double condition, son introduction dans la composition organique des juridictions militaires ne paraît pas possible.

L'autre disposition limitant la carrière des juges militaires au rang de colonel, ne peut davantage être acceptée.

Cette disposition s'appuie sur un argument moral et un argument financier.

Le premier se réfère à la notion de ne pas favoriser les magistrats militaires au détriment des combattants qui, pour la plupart, doivent borner leurs ambitions au grade de commandant et même à celui de capitaine.

Le second se rattache à la situation financière actuelle. La réforme sera peu coûteuse ou elle ne sera pas.

Si ces arguments triomphent on peut se demander quelle sera la valeur des candidats au nouveau corps qui sera le seul avec celui des officiers d'administration à exiger de ses membres la renonciation définitive à toute espérance au généralat. Ce corps serait moins

avantagé que celui des vétérinaires militaires. En dernière analyse la sollicitude du pays serait plus grande à l'égard de ceux qui sont chargés de l'hygiène des animaux qu'à celui des hommes auxquels est confiée l'administration de la justice.

Si l'on veut que le corps des magistrats militaires réponde aux désirs de ceux qui ont eu le mérite de l'idée de sa création, on devra éviter de lui donner une situation de parent pauvre dans l'armée.

Le rang d'officier général est le couronnement de carrière des officiers et fonctionnaires militaires qui se sont signalés d'une manière exceptionnelle. C'est une récompense, une distinction d'un ordre supérieur, un stimulant qui soutient et encourage et qui contribue à rendre le recrutement excellent. Peut-on sans inconvénient en priver les juges militaires? Peut-on sans amoindrir le nouveau corps l'amputer d'un grade que les autres armes et services possèdent? L'avantage de réaliser une petite économie budgétaire sera-t-il compensé par l'inconvénient qui s'attache à l'abaissement d'un degré dans la hiérarchie d'une catégorie de fonctionnaires qu'*a priori* l'en désire compétents et distingués? Ces questions appellent des réponses négatives.

Dans ces conditions il paraît nécessaire de doter le corps des magistrats militaires du généralat. Mais ce rang serait un grade et non une fonction. Destiné à récompenser les magistrats qui auraient rendu des

services exceptionnels, il ne créerait pour ceux qui en seraient pourvus aucun droit à des fonctions spéciales. Le Ministre, par exemple, ne serait pas obligé de prendre, parmi eux, les présidents des tribunaux criminels. Leur situation, au point de vue de leurs attributions serait la même que celle des juges de 1^{re} classe. On pourrait toutefois leur confier des missions d'inspection ou les placer à la tête des grandes directions de l'administration centrale. Du reste, leur nombre serait extrêmement restreint. De ce fait, la difficulté de les employer d'une manière utile et conforme à leur position hiérarchique serait simplifiée.

• • •

Ces remarques générales étant faites, il est possible d'envisager maintenant, les grandes lignes du statut du corps des magistrats militaires en étudiant successivement les points suivants :

- 1^o Hiérarchie, indépendance et autonomie.
- 2^o Recrutement.
- 3^o Garanties de compétence.
- 4^o Attributions.

I

Hiérarchie, indépendance et autonomie.

Le Corps aurait une hiérarchie propre, l'indépendance à l'égard du commandement et ne relèverait que du Ministre.

Il aurait son centre au Ministère (Direction du Contentieux et de la Justice militaire).

Il serait essentiellement militaire.

La hiérarchie serait constituée par quatre classes de juges et une classe d'adjoints. La proportion de l'effectif de chaque classe serait calculée de manière à ménager un avancement suffisant qui n'aurait d'ailleurs lieu qu'au choix, pour stimuler l'émulation.

L'assimilation serait la suivante :

Juge militaire adjoint ayant rang de capitaine.

Juge militaire de 3^e classe ayant rang de commandant.

Juge militaire de 2^e classe ayant rang de lieutenant-colonel.

Juge militaire de 1^{re} classe ayant rang de colonel.

Juge général ayant rang de général de brigade.

II

Le recrutement.

Le corps se recruterait par la base. On prendrait des officiers dans la force de l'âge; on leur ferait subir un concours et on ne les admettrait qu'au dernier rang de la hiérarchie en les obligeant à parcourir successivement tous les échelons avant de leur permettre d'arriver à la situation de juge général. Pris dans cette situation, les candidats réaliseraient les conditions

d'activité et de compétence nécessaires et suffisantes pour exercer l'administration de la justice.

Leur aptitude serait constatée par des épreuves d'admission.

Le programme des connaissances exigées porterait sur les Codes de justice militaire, pénal et d'instruction criminelle, le droit civil, le droit administratif, la législation et l'administration militaires.

Le diplôme de licencié en droit serait exigé. Les titulaires du grade de docteur en droit auraient des avantages de points.

Les candidats auraient à justifier d'un stage d'un an dans un parquet.

Le nouveau projet de loi envisage un stage de l'espèce dans un parquet civil : « On exigera d'eux (les « juges militaires) a dit le rapporteur du projet, lorsqu'ils passeront le concours, la connaissance du droit, « du Code d'instruction criminelle et du Code pénal. « Où pourraient-ils mieux en connaître les termes que « dans les parquets des tribunaux civils? Dans le « texte il est indiqué et j'ai insisté là-dessus, que désormais toute la procédure du tribunal militaire est « commandée par le Code d'instruction criminelle et « en même temps on renvoie à l'application des règles « posées par le Code pénal. On ne peut donc pas dire « que le stage qu'ils feraient dans ces parquets serait « inutile. »

Malgré la valeur de ces arguments le stage dans un

parquet militaire semble préférable. Au cours des débats parlementaires qui ont précédé le vote du projet de loi dont il s'agit, on a indiqué notamment que dans un parquet militaire les futurs magistrats apprendraient mieux les choses. N'étant pas appelés à poursuivre des délits de droit commun, ce qui leur est essentiel de posséder c'est la conception juridique des délits militaires. Or, dans un parquet civil on ne s'occupe que des délits de droit commun.

Cette argumentation n'est pas décisive.

Il est inexact de dire que les parquets civils ne s'occupent pas des justiciables de la justice militaire. Leur compétence existe notamment en cas de complicité civile. Par ailleurs l'incompétence des tribunaux militaires en matière d'infraction de droit commun ne serait pas absolue. Ils auraient en effet à connaître de ces infractions lorsqu'elles sont commises dans les établissements de l'armée ou chez l'hôte.

L'argument qui fait pencher le fléau de la balance en faveur du stage dans un parquet militaire semble devoir être recherché dans la nécessité de la séparation des juridictions civiles et militaires. Les deux ordres de juridiction régies par les mêmes principes de droit, doivent être complètement indépendantes l'une de l'autre. On ne saurait rompre avec cette nécessité sous le seul effet de la crainte que les juridictions militaires ne seraient pas à la hauteur de leur tâche. Même à l'heure actuelle cette crainte est chimérique. Le faible

nombre des jugements cassés par la Cour de cassation en fait foi. Que l'on fasse donc confiance aux parquets militaires. Les futurs magistrats y contracteront des habitudes d'ordre et de conscience juridique qui ont toujours été l'honneur de ces parquets.

Enfin les juges militaires seraient soumis à la loi du 19 mai 1834 relative à l'état des officiers.

III

Garanties de compétence.

Elles seraient réalisées par le grade de licencié en droit, le stage préalable et les épreuves du concours d'admission.

Ainsi constitué le corps de la justice militaire serait une institution active et forte. Nommés par le Ministre de la guerre et ne relevant que de lui, les magistrats militaires auraient l'indépendance et la compétence sans lesquelles il n'y a pas de vraie justice.

IV

Attributions.

Elles seraient triples :

1^o Les magistrats entreraient comme juges dans la composition des tribunaux correctionnels et des tribunaux criminels.

2° Ils assureraient auprès de ces juridictions le service du parquet et celui de l'instruction.

3° Ils seraient les conseillers techniques du commandement.

Ces attributions pourraient être dévolues successivement au même magistrat.

I. — Attributions des juges militaires.— Elles seraient les mêmes que celles des juges de droit commun.

Ils seraient tenus notamment aux obligations :

1° de juger.

2° de juger en conscience d'après les résultats de l'information et non d'après la connaissance personnelle qu'ils pourraient avoir de l'affaire

Pour être à même de remplir sa mission, dont l'importance ne saurait être exagérée, les juges militaires devraient avoir une connaissance approfondie du droit. Les textes ont une portée générale. Ce sont les juges qui seraient appelés à appliquer aux faits qui leur seraient soumis les principes posés par ces textes. Ils auraient un large pouvoir d'appréciation, et ce pouvoir, ils pourraient être obligés parfois de l'exercer dans des circonstances graves où l'erreur serait mortelle. Seule la pratique des choses du droit, pratique qui ne s'acquiert que par un long exercice de la fonction de juger, enlèverait à ces juges l'angoisse de savoir comment ils devront appliquer la loi qui ne peut dicter par avance au juge la conduite à tenir dans chaque cas

particulier. L'ampleur et le complexité de ces fonctions condamneraient le système du juge temporaire actuel et imposeraient à la fonction un caractère permanent.

II. — Attributions des magistrats militaire dans les parquets et à l'instruction. — Elles seraient en principe celles des magistrats civils de même catégorie.

III. — Magistrats militaires conseillers du commandement. — On indiquera plus loin les fonctions dévolues au commandement, fonctions qui seraient commandées par le principe de la séparation de la justice militaire et du commandement, mais amendé par des dérogations imposés par la discipline. Ces dérogations laisseraient au commandement des attributions relativement importantes. Or pour les exercer il n'aura généralement d'autre culture juridique que celle acquise dans la pratique des affaires. L'autre part, il ne disposera dans son état-major que d'officiers ayant une haute culture militaire mais présentant souvent des lacunes en matière de sciences juridiques et plus particulièrement en droit criminel. Le moins qu'on puisse dire de cette situation c'est qu'elle a été la cause de décisions illégales. C'est ainsi que des ordonnances de suspension ou de cessation de poursuite ont été émises. On chercherait en vain des ordonnances de cette nature dans le Code de Justice

militaire ou dans le Code d'instruction criminelle. Elles sont donc illégales.

Une remarque analogue peut être faite à propos de certaines punitions disciplinaires infligées à des militaires acquittés par des Conseils de guerre. Les jugements d'acquiescement ne doivent pas figurer dans les pièces matricules. Or des punitions ont parfois mentionné les conditions dans lesquelles est intervenu l'acquiescement. Ce procédé aboutit en dernière analyse à faire figurer sur les pièces matricules des inscriptions interdites.

On peut encore citer certains actes tendant à la suspension de l'exécution d'un jugement en subordonnant cette suspension à l'engagement et au rengagement de l'intéressé sur un théâtre d'opérations extérieur. Le Code de Justice militaire (art. 150) n'ayant prévu aucune condition, il en résulte que les engagements et rengagements contractés de la sorte sont irréguliers, et comme tels susceptibles d'annulation.

Il est raisonnable d'admettre que ces erreurs ne se seraient pas produites s'il y avait eu auprès du général de Corps d'armée un magistrat responsable, quant au droit, des mesures juridictionnelles à prendre. La création d'un tel emploi paraît donc s'imposer. Eclairant le commandement, contresignant tous les actes judiciaires, il serait avec lui conjointement responsable de la légalité de ces actes.

TROISIEME PARTIE

LA PROCEDURE

L'organisation de l'appareil judiciaire étant connue, on va dans cette troisième partie en indiquer le fonctionnement.

L'idée générale est la suivante : Toute affaire provoquerait l'intervention de deux autorités indépendantes l'une de l'autre et apparaissant dans l'ordre :

Le commandement.

L'autorité judiciaire militaire.

A chacune de ces autorités serait confiée une phase différente du procès :

Au commandement, la phase préjudiciaire naissant avec la plainte et aboutissant à l'ordre ou au refus d'informer.

A l'autorité judiciaire, la phase judiciaire proprement dite, commençant à l'ordre d'informer inclu et finissant ou non au jugement définitif.

Plan.

Chapitre I. La phase préjudiciaire et les pouvoirs du commandement.

Chapitre II. La phase judiciaire et les pouvoirs des juridictions judiciaires.

CHAPITRE PREMIER

LA PHASE PREJUDICIAIRE ET LES POUVOIRS DU COMMANDEMENT.

On examine ci-après les pouvoirs nouveaux qui seraient donnés à l'autorité militaire.

Ils comprendraient :

A) Au regard de la phase préjudiciaire: 1° la plainte; 2° l'ordre ou le refus d'informer.

b) En ce qui concerne la phase judiciaire: 1° un droit de contrôle et de regard; 2° l'exécution du jugement.

Avant d'aborder l'exposé de l'action du commandement dans chacune de ces phases, il paraît indispensable de faire une distinction précise entre deux pouvoirs conférés à l'autorité militaire et qui peuvent prêter à confusion; le pouvoir disciplinaire d'une part, le pouvoir judiciaire d'autre part. Cette distinction justifiera la réorganisation de la justice militaire envisagée ici.

Le pouvoir disciplinaire et le pouvoir judiciaire.

Les textes législatifs et réglementaires actuellement en vigueur confèrent au commandement un double

pouvoir : le pouvoir disciplinaire et le pouvoir judiciaire.

Ils sont de nature complètement différente.

D'une façon générale le pouvoir disciplinaire est exercé par les autorités hiérarchiques libres de punir ou non, de maintenir ou de faire cesser la punition. Il appartient surtout à la matière réglementaire.

Le pouvoir judiciaire est au contraire du domaine exclusif de la loi. Il a pour objet la répression judiciaire dominée en droit pénal par le principe : pas de peine sans loi. L'interprétation des textes pénaux est de droit strict et, contrairement au juge civil, le juge répressif ne peut pas par analogie étendre arbitrairement l'application de la loi.

La répression pénale est confiée aux tribunaux et la répression disciplinaire aux autorités administratives responsables des actes de leurs subordonnés accomplis en exécution de leurs ordres.

A la lumière de ces principes généraux on étudiera les remèdes à apporter à la confusion des pouvoirs réalisée actuellement entre les mains du général commandant de Corps d'armée.

..

Une même infraction peut relever à la fois de l'action judiciaire et de l'action disciplinaire.

L'analyse juridique d'une infraction fait ressortir

que parmi ses éléments constitutifs, les uns intéressent le pouvoir judiciaire et les autres le pouvoir disciplinaire.

En conséquence une décision prise par un tribunal relativement aux éléments appartenant à sa compétence, ne préjuge en rien de celle à prendre par le pouvoir disciplinaire, en ce qui concerne les éléments relevant de son action. Cette remarque fait saisir qu'un acquittement prononcé au sujet d'une infraction par un Conseil de guerre et une punition disciplinaire infligée à l'auteur de cette infraction par l'autorité militaire ne sont nullement contradictoires, à condition toutefois que l'action judiciaire et l'action disciplinaire s'exercent chacune dans les zones qui leur sont propres.

L'action disciplinaire ne saurait en effet aller à l'encontre d'une décision judiciaire. Sous peine d'excès de pouvoir, l'autorité militaire ne peut pas poursuivre les actes ayant fait l'objet d'acquittements en les dépouillant de leur qualification légale et en ne les appréciant qu'au point de vue disciplinaire.

L'action judiciaire et l'action disciplinaire se développant indépendamment l'une de l'autre, il conviendrait de les confier à deux catégories d'autorités également indépendantes l'une de l'autre.

Si l'on tire de ce raisonnement toutes ses conséquences on aboutit au principe de la séparation tranchée du pouvoir judiciaire et du pouvoir disciplinaire. Mais

ce n'est là que la conclusion théorique d'un raisonnement juridique, qui ne tient pas compte des nécessités pratiques. Dans la vie, les organes accomplissent une action basée sur leur collaboration réciproque en vue d'atteindre le but commun assigné à leurs efforts. Seule l'analyse scientifique les sépare. L'action disciplinaire et l'action judiciaire tendent vers le même but : le maintien de la discipline sans laquelle il n'y a pas d'armée. Leur mise en œuvre doit s'inspirer non de leur séparation tranchée mais de leur collaboration qui seule est féconde. Pour réaliser ces fins le général de Corps d'armée qui détient le pouvoir disciplinaire devrait donc avoir sur le pouvoir judiciaire confié à une autre autorité le droit de contrôle et de regard indispensable à la sauvegarde de la discipline dont il est responsable.

Les textes en vigueur répondent-ils à cette conception ?

Non.

Actuellement, le commandant de Corps d'armée est le chef du service judiciaire de la région militaire placée sous son autorité. Il est le maître incontesté de toute la procédure pénale. Sa personnalité domine tout le procès, non seulement par les importantes décisions qui lui sont réservées mais aussi par sa situation de chef vis-à-vis du personnel judiciaire de la région. Le Commissaire du Gouvernement et le rapporteur sont ses subordonnés.

Il conviendrait donc de remédier à cette situation que M. Poulle, rapporteur du nouveau projet de loi a qualifié de paradoxale et d'antijuridique. A cet effet, à l'intérieur de la zone d'action de la justice militaire il serait utile de tracer les frontières séparant les champs d'activité respectifs du commandement et des magistrats militaires de telle manière que soient conciliées les exigences du droit et les nécessités de la discipline.

L'ordre d'informer paraît devoir être la pierre angulaire de la démarcation de ces champs d'activité. Tout ce qui précède cet ordre, tout ce qui est nécessaire pour la constatation des crimes et des délits, toutes les mesures à prendre pour en livrer les auteurs aux tribunaux chargés de les punir serait du domaine du général commandant le territoire. Par contre tout ce qui suit l'ordre d'informer serait affaire de la justice militaire. Pour couvrir sa responsabilité, le général aurait toutefois le contrôle de la justice militaire, mais ce contrôle ne participerait pas à l'administration de cette justice.

Les précisions données ci-dessous éclaireront cet exposé un peu obscur.

En principe tout procès comporterait deux phases :

1^o La phase préjudiciaire comprendrait l'action réservée aux officiers de police judiciaire et finirait à l'ordre d'informer inclus. Elle relèverait du commandement assisté d'un magistrat-conseil responsable quant au droit des mesures prises.

2° La phase judiciaire sur laquelle le général de Corps d'armée n'aurait qu'un droit de regard, serait constituée par l'information, le renvoi devant le tribunal compétent, le jugement ainsi que les voies de recours.

Tous les actes accomplis au cours de cette phase seraient l'œuvre des magistrats militaires agissant en pleine indépendance du commandement.

Il est donné ci-après quelques détails sur l'organisation qui serait à prévoir en vue d'assurer l'application de ces principes nouveaux.

I

Phase préjudiciaire.

Le commandant de Corps d'armée assisté d'un magistrat-conseil serait chargé de faire rechercher les infractions relevant de la compétence des tribunaux militaires et d'en livrer les auteurs à ces tribunaux.

La constatation des infractions, l'administration de la preuve, la recherche des coupables seraient confiées aux officiers de police judiciaire. Ceux-ci seraient choisis parmi les officiers réputés pour leur fermeté de caractère et leur esprit de discipline alliés à une conscience humaine juste et loyale. Ces qualités leur donneraient une autorité incontestable.

Les officiers de police judiciaire seraient placés sous

la direction technique du magistrat-conseil affecté à l'Etat-major du Corps d'armée et relèveraient de la haute autorité du général.

Cette organisation inspirée par le principe de la division du travail qui est une des conditions essentielles du progrès, ne porterait aucune atteinte ni au principe d'autorité, ni à l'unité de direction. Au général appartiendrait la haute surveillance des officiers de police judiciaire dont la direction technique serait assurée par le magistrat-conseil.

On éviterait ainsi au général de descendre des hauteurs de l'administration générale où il doit constamment se maintenir. La technicité est d'ordre inférieur. Une trop longue pratique des détails nuit à l'ampleur des conceptions, rétrécit l'esprit et l'empêche de s'élever aux considérations générales et aux vues d'ensemble qui sont indispensables au commandement.

Au surplus on ne saurait demander à un officier général d'être un super-officier de police judiciaire. Le soin de codifier les règles — en général de pure forme — que les officiers de police judiciaire auraient à appliquer et de commenter ces règles dans des circulaires rentrerait dans les attributions de la direction technique.

Avant d'aborder l'examen rapide des pouvoirs des officiers de police judiciaire il convient de résoudre préalablement la question préjudicielle : Les pouvoirs dont il s'agit, peuvent-ils être délégués ?

Il est de principe que le pouvoir judiciaire ne se délègue pas. Cette notion fondamentale avait du reste été introduite dans le Code de 1857 (art. 35). Mais la loi du 18 mai 1875 a modifié cette disposition et a autorisé les chefs de corps à déléguer leurs pouvoirs à l'une des officiers placés sous leurs ordres. Cette dérogation est justifiée par les lourdes attributions de tous ordres du chef de Corps. Toutefois dans l'esprit de la loi de 1875, cette dérogation a un caractère exceptionnel. Ce n'est qu'autant que les chefs de Corps ne peuvent agir personnellement qu'il leur est conseillé d'y recourir. Des abus se sont révélés. Aussi une circulaire ministérielle du 28 novembre 1906 a-t-elle prescrit que la délégation devra être autorisée préalablement par l'autorité hiérarchique.

Cette circulaire n'a pas atteint le but qu'elle s'était fixée : faire du Chef de Corps, l'officier de police judiciaire habituel. L'autorisation exigée est demandée dans la majorité des cas et n'est jamais refusée. Ici les faits dépassent les règlements. Dans ces conditions il serait sage de supprimer le visa préalable et d'enlever au droit de délégation le caractère exceptionnel qui lui a été donné par la loi. Il serait spécifié toutefois que le choix du chef de Corps ne pourrait être porté que sur des officiers qui lui seraient indiqués par le magistrat-conseil.

Il est rare que dans un Corps de troupe plusieurs plaintes soient instruites simultanément. Par suite, la

désignation d'avance de militaires délégués dans les attributions du chef de Corps ne paraît pas devoir soulever d'empêchements dirimants. L'instruction technique de ces officiers de police judiciaire subdélégués serait faite par le magistrat-conseil (circulaires, conférences, exercices pratiques...).

Cette préparation des officiers en question ne serait pas superflue. Au lendemain de la guerre, toutes les spécialités ont fait l'objet des préoccupations constantes de l'administration militaire. Des centres d'instruction ont jailli partout. Seule, la formation de l'officier de police judiciaire n'a pas été envisagée. Et cependant leur mission est d'importance, ainsi qu'on va le voir en dressant un tableau d'ensemble de leurs attributions.

Ils sont essentiellement chargés de constater les infractions. d'en rassembler les preuves, d'en faire connaître les coupables.

Leurs droits sont considérables et l'exercice de ces droits exige des connaissances juridiques, sommaires sans doute, mais non négligeables, ainsi que beaucoup de tact. Qu'on en juge. En cas de flagrant délit ils ont le pouvoir d'arrestation des justiciables. Ils ont le droit de réquisition pour les délits commis en dehors des établissements de la guerre. Ces réquisitions les autorisent à pénétrer dans les établissements intéressés pour y opérer des perquisitions. Dans l'intérêt de la manifestation de la vérité ils sont donc armés de pou-

voirs importants allant jusqu'au droit d'atteinte à la liberté individuelle (arrestation) et à l'inviolabilité du domicile (perquisition). Une forte formation technique les préparant à l'exercice de ces pouvoirs ne serait pas superflue.

..

Le dossier dûment constitué par les officiers de police judiciaire serait transmis pour décision au général de Corps d'armée dont les pouvoirs actuels seraient maintenus.

On se bornera à faire un examen succinct de ces pouvoirs avec la préoccupation constante de faire ressortir les effets bienfaisants de la présence auprès du général d'un collaborateur technique responsable quant au droit.

La décision à prendre est subordonnée à la solution juridique à donner préalablement aux questions suivantes :

1^o L'affaire — soit par la nature de l'infraction commise, soit par la qualité de son auteur — relève-t-elle de la justice civile ou de la justice militaire?

2^o Si la justice militaire est compétente, y a-t-il lieu de la saisir ou non?

Ce sont des problèmes graves et difficiles qui faisaient dire au Maréchal Pelissier : « Il n'est pas un des devoirs de sa profession (du général de Corps d'armée) qui n'engage au plus haut degré sa responsabilité. »

De la réponse faite notamment à la deuxième question précitée découle, en effet, l'ordre ou le refus d'informer. De ces deux décisions alternées, la dernière nous paraît être de beaucoup la plus grave.

« Si la plainte est fondée, écrivait le rapporteur de la loi du 9 juin 1857, si elle est grave, si elle intéresse l'honneur et le devoir militaires, si elle est portée par un chef de Corps, il n'y aura jamais refus d'information et si un pareil abus se montrait il appellerait l'intervention du Ministre de la guerre, chef de l'armée. »

Les conséquences d'un refus d'informer peuvent souvent être désastreuses. La condition essentielle de l'existence de la justice militaire est que nul ne puisse la soupçonner d'avoir fermé l'œil à de justes plaintes, d'avoir refusé de faire la lumière sur des faits importants et d'avoir ainsi substitué aux formes de la justice le huis-clos d'une enquête disciplinaire. Le refus d'informer ruine par ailleurs la légitime ambition de l'inculpé d'obtenir une justification publique.

La rédaction de l'ordre d'informer serait confiée au magistrat-conseil. Nul plus que lui ne saurait mieux mentionner exactement les faits sur lesquels portera la poursuite, les qualifier et surtout mentionner les textes législatifs applicables. Il serait signé par le général et le magistrat; celui-ci responsable de la légalité et celui-là de l'opportunité de l'acte dont il s'agit.

Il marquerait la frontière précise de la compétence

du commandement en mettant en œuvre l'action publique appartenant à la juridiction militaire. A partir de l'ordre d'informer, l'affaire entrerait dans une phase purement judiciaire sur laquelle le général de Corps d'armée n'aurait qu'un droit de contrôle et de regard dont les éléments constitutifs sont indiqués ci-après.

II

Phase judiciaire.

A) *Droit de contrôle et de regard du commandement.*

L'arrestation de l'inculpé opérée au cours de la phase pré-judiciaire aurait un caractère disciplinaire. Au contraire elle serait d'ordre judiciaire si elle était ordonnée par le juge d'instruction militaire (mandat d'arrêt, de dépôt...). Dans ce cas il appartiendrait seul à ce magistrat de la faire cesser en dehors de toute intervention du commandement. Ce serait en somme l'ordonnance de mise en liberté provisoire de droit commun transportée dans le domaine de la justice militaire. Mais il est de toute évidence qu'une telle mesure qui serait prise librement par le juge d'instruction ne saurait être arrêtée à l'insu du général de corps d'armée qui devrait en être informé. Cette règle serait d'ailleurs conforme au principe fondamental de l'organisation générale de l'armée : le général de Corps d'armée doit être informé de tout ce qui se passe sur le territoire occupé par son unité.

Si l'information révèle des faits ou des complices non prévus dans l'ordre d'informer, le principe de la séparation du commandement et de l'autorité judiciaire implique l'intervention du général à qui appartient seul le pouvoir de délivrer ou non un autre ordre d'informer concernant les faits ou les complices en cause.

L'information aboutit à une ordonnance de non-lieu ou à une ordonnance de renvoi devant le tribunal compétent. En droit commun les ordonnances du juge d'instruction peuvent toujours être frappées d'opposition par le Procureur de la République. Tout milite en faveur de la dévolution du même droit au Commissaire du Gouvernement à l'égard des actes de procédure du juge d'instruction militaire. Sans ce pouvoir, le Commissaire du Gouvernement serait désarmé pour administrer l'action publique et assurer la défense des intérêts de l'armée. Mais il n'est pas le seul à se préoccuper de la défense de ces intérêts. Le général de Corps d'armée a également la charge des intérêts en question. C'est pourquoi il devrait être également investi du droit d'appel des actes dont il s'agit s'il les estime contraires à la loi et à la discipline.

Mais qu'on ne s'y trompe pas. Ces pouvoirs du commandement seraient complètement différents de ceux qu'il a actuellement et qui lui permettent d'avoir la direction effective de l'instruction préalable faite par un subordonné. Il pourrait suivre cette instruction mais il lui serait interdit de substituer son autorité

à celle du magistrat instructeur. Si au cours de l'information des divergences de vues se produisaient entre le magistrat et le commandement elles seraient tranchées par la juridiction judiciaire supérieure.

Aux termes de la législation actuelle c'est au général de Corps d'armée qu'il appartient de prescrire la réunion du Conseil de guerre. Dans la réorganisation envisagée ce droit lui serait retiré pour être donné au président du tribunal. Seule la réunion du jury resterait à la disposition du commandement qui aurait à se concerter à ce sujet avec le Tribunal criminel compétent.

Le rendu du jugement, l'exercice des voies de recours seraient du ressort de la justice militaire qui aurait à communiquer ses décisions, pour information, au commandement qui resterait chargé de la remise en liberté du justiciable acquitté ou de le placer à la disposition de la nouvelle juridiction indiquée dans les décisions de justice.

B) *Exécution du jugement.*

Lorsque le jugement serait définitif il serait exécutoire dans les vingt-quatre heures. Sauf en cas de condamnation à mort (recours en grâce) l'exécution du jugement relèverait du général de Corps d'armée qui a donné l'ordre d'informer. Il aurait également — pendant un délai de trois mois — le pouvoir d'en suspendre l'exécution.

Telle est l'action d'ensemble qui serait réservée au commandement dans la phase judiciaire du procès, action basée sur un droit de contrôle exempt de pouvoir de substitution d'autorité.

CHAPITRE II

LA PHASE JUDICIAIRE ET LES POUVOIRS DES JURIDICTIONS MILITAIRES

La phase judiciaire comporte en général les trois actes ci-dessous indiqués qui vont être décrits successivement, savoir :

1^{er} Acte : L'instruction préalable et la mise en jugement.

2^e Acte : L'examen et le jugement.

2^e Acte : Les voies de recours.

1^{er} Acte.

L'instruction préalable et la mise en jugement.

L'ordre d'informer mettrait en mouvement l'action publique. Cette action serait administrée par les parquets militaires composés, ainsi qu'il a été indiqué, de magistrats indépendants du commandement et ne relevant que du Ministre de la Guerre.

Le fonctionnement de ces parquets serait analogue à celui des parquets civils. Il y aurait assimilation entre

les fonctions de commissaire du Gouvernement et celles de procureur de la République d'une part; entre les attributions du juge d'instruction militaire et celles du juge d'instruction de droit commun d'autre part. De plus il y aurait identité entre les rapports judiciaires du Commissaire du Gouvernement et du juge d'instruction militaire et ceux du Procureur de la République et du juge d'instruction ordinaire.

Le Commissaire du Gouvernement qui serait saisi de l'affaire par l'ordre d'informer aurait à requérir le juge d'instruction en lui transmettant le dossier. Cette réquisition aurait un double effet : elle déclencherait l'information et mettrait l'inculpé à la disposition du juge d'instruction.

Celui-ci aurait pour faire l'instruction les mêmes pouvoirs que ceux reconnus au magistrat civil de même catégorie. Il disposerait de la personne de l'inculpé par voie de mandat de comparution, d'amener, de dépôt ou d'arrêt. L'incarcération prescrite par lui aurait un caractère judiciaire.

En application du principe qui veut que tout acte peut être réformé par son auteur, il pourrait suspendre l'effet des mandats qu'il a émis par voie de mainlevée.

L'instruction préparatoire serait obligatoire pour toutes les infractions. On donnerait ainsi à l'inculpé une garantie plus forte que celle offerte par le droit commun. Cette instruction serait écrite, contradictoire et secrète.

La disposition de la loi du 15 juin 1899 par laquelle l'interrogatoire de l'inculpé dans les vingt-quatre heures qui suivent son incarcération doit être faite par le juge serait naturellement maintenue.

Les règles destinées à assurer la garantie et la liberté de la défense seraient les suivantes :

Le premier interrogatoire n'aurait pour objet que la constatation de l'identité de l'inculpé, sa mise au courant des faits qui lui sont reprochés ainsi que de sa liberté absolue de faire ou non des déclarations, l'indication d'un défenseur choisi par l'inculpé ou à défaut désigné d'office par le juge.

Ce défenseur devrait être avocat inscrit ou admis au stage.

La facilité laissée actuellement à l'inculpé de confier sa défense à un militaire lui serait retirée. Ce retrait serait conforme à ses intérêts. Un défenseur militaire ne pourrait être de toute manière que le supérieur, l'égal ou le subordonné de l'inculpé. C'est un premier convenient. En outre, on peut se demander si le militaire choisi présenterait toute la technicité nécessaire. La partie n'apparaîtrait pas égale entre ce défenseur et le juge d'instruction, magistrat rompu à la pratique des choses du droit.

Les droits du conseil seraient étendus : droit de présence à tous les interrogatoires, confrontations..., consultation du dossier, communication entièrement libre avec son client, même en cas d'interdiction de communiquer.

L'instruction serait conduite conformément aux règles du Code d'Instruction criminelle (citation et audition des témoins, commissions rogatoires...). La liberté provisoire qui n'existe pas actuellement serait introduite dans la procédure. Elle serait accordée par le juge d'instruction après avis du Commissaire de Gouvernement. Elle ne serait jamais un droit. Ce pouvoir nouveau serait une précieuse sauvegarde donnée à la liberté individuelle et mettrait fin à la situation paradoxale actuelle : par suite, en effet, de l'absence de toute disposition du Code militaire, dès que l'incarcération de l'inculpé a été réalisée, aucune autorité ne peut mettre fin à cette incarcération. Ce pouvoir appartient au juge d'instruction ordinaire. Il n'y a aucune raison pour ne pas le reconnaître également au juge d'instruction militaire. Toutefois une différence serait à faire. En droit commun la liberté provisoire est conditionnée par une caution. En droit militaire elle ne le serait jamais. En opérant ainsi on ne ferait qu'étendre à la procédure une règle générale de l'administration de l'armée. On sait que tous les comptables publics qui ont le maniement de deniers ou de matières et qui en sont responsables vis-à-vis de l'Etat, sont tenus au versement d'un cautionnement (gage). Or, cette règle n'est pas appliquée par exemple aux officiers d'artillerie et du génie chargés d'opérations de gestion dans les établissements de la guerre. L'obligation du cautionnement a paru incompatible

avec le caractère de combattant inhérent à ces officiers. Cette notion serait étendue à la liberté provisoire; une disposition contraire serait en contradiction avec les traditions de l'armée.

L'inculpé serait autorisé à souscrire une demande de mise en liberté provisoire. Le juge d'instruction statuerait par voie d'ordonnance. Sa décision serait susceptible d'opposition de la part de l'inculpé et du Commissaire du Gouvernement. Ce dernier aurait d'ailleurs un droit général de réquisition à l'égard du juge d'instruction qui serait tenu de s'y soumettre. En cas de refus il aurait à prendre une ordonnance qui serait toujours motivée.

A la clôture de l'information le dossier serait transmis au Commissaire du Gouvernement aux fins de réquisition tendant, soit :

à un non-lieu;

au renvoi devant la juridiction compétente;

à un supplément d'instruction.

Les réquisitions du Commissaire du Gouvernement ne lieraient pas le juge d'instruction qui pourrait toujours rendre ou une ordonnance de non-lieu, ou une ordonnance de renvoi devant la juridiction compétente. Ces ordonnances seraient susceptibles d'appel (ou d'opposition pour employer le langage courant) devant la Chambre des mises en accusation de la part du Ministère public et du général de Corps d'armée

dans tous les cas, ainsi que du prévenu mais dans des cas limités (violation de la loi).

De cet exposé il appert que le conclusion à donner à l'information n'appartiendrait plus au commandement mais à l'autorité judiciaire. Le renvoi devant le tribunal compétent serait prononcé par le juge d'instruction (délit) soit par la Chambre des mises en accusation, qui ferait partie du Tribunal criminel militaire,

Le rôle de cette chambre serait double :

1^o Jugement des oppositions faites aux ordonnances du juge d'instruction.

2^o Renvoi de l'affaire devant la Chambre criminelle en cas de crime.

La procédure serait semblable à celle prescrite par le Code d'Instruction criminelle (Titre II, chap. I, art. 68).

La mise en état de l'affaire appartiendrait au Commissaire général du Gouvernement qui aurait à exposer l'affaire à la Chambre dans un rapport.

Le dossier serait ensuite examiné par la Chambre en présence du Commissaire général qui rapporterait l'affaire et déposerait des conclusions.

L'arrêt serait rendu immédiatement (arrêt de non-lieu, arrêt de renvoi attributif de compétence). En raison du caractère de célérité qui s'attache à la justice militaire, cet arrêt ne serait susceptible d'aucun pourvoi devant la Cour de cassation.

L'intervention d'une telle juridiction constituerait

un fait nouveau dont l'importance serait grande du point de vue de la garantie donnée à l'accusé et de la réorganisation de la justice militaire à l'image de la juridiction civile : elle serait appelée en effet à juger si l'information a été conduite en application rigoureuse des règles prescrites et à vérifier si la qualification donnée aux faits eux-mêmes est juridiquement exacte.

2^e Acte.

L'examen et le jugement.

On a vu que, dans la réforme envisagée, les tribunaux militaires seraient répartis en deux séries de juridictions :

1^o Les tribunaux correctionnels qui auraient à connaître des délits.

2^o Les tribunaux criminels qui jugeraient les crimes.

Il est indiqué ci-dessous les règles générales de la procédure qui serait suivie devant chacune de ces juridictions.

I. — Tribunaux correctionnels militaires.

D'une façon générale la procédure serait analogue sinon identique à celle suivie devant les tribunaux ordinaires de même rang.

L'action publique serait soutenue par le Commis-

saire du Gouvernement qui aurait à convoquer le tribunal, les témoins et l'inculpé.

Les séances seraient publiques, sauf en cas de huis clos. Dans tous les cas le jugement serait prononcé publiquement.

La comparution de l'inculpé, son interrogatoire, l'audition des témoins auraient lieu conformément aux règles prescrites par le Code d'Instruction criminelle. Il en serait de même pour le jugement de toute exception ou d'incident soulevé soit à l'ouverture, soit au cours des débats.

Le Commissaire du Gouvernement soutiendrait ou abandonnerait l'accusation en pleine liberté de conscience. (La parole est libre).

La plaidoirie suivrait le réquisitoire.

La parole appartiendrait en dernier lieu à la défense.

Le juge unique du siège rendrait le jugement, aurait à apprécier s'il y a des circonstances atténuantes et si l'application de la loi du 26 mars 1891 est à envisager.

Rompant avec les errements suivis jusqu'ici, le jugement serait toujours motivé : L'obstacle de la présence du jury ne saurait en effet être invoqué. Il serait lu par le juge, ainsi qu'il est procédé devant les tribunaux correctionnels ordinaires. Le juge aurait également à donner, le cas échéant, toutes indications nécessaires au condamné sur le mécanisme de la loi de sursis, les délais d'appel, etc..

Enfin le tribunal statuerait sur l'action intentée par la partie civile.

II. — *Chambres criminelles.*

Elles feraient partie de la composition organique des tribunaux criminels.

La date de la réunion serait fixée par le Président du Tribunal criminel qui aurait à se concerter à ce sujet avec le général ayant donné l'ordre d'informer.

La date choisie serait communiquée au Commissaire du gouvernement chargé de la rédaction de l'acte d'accusation, de la notification à l'accusé de l'arrêt de renvoi prononcé par la Chambre des mises en accusation et de la citation des témoins.

Les juges seraient désignés par le Président.

Les jurés donneraient lieu à l'établissement d'une liste annuelle et d'une liste de session dressées par le général de Corps d'armée ayant donné l'ordre d'informer ainsi que d'une liste de jugement, composée de jurés tirés au sort par le Président de Chambre en présence du Ministère public, de l'accusé et de son conseil.

Au jour et à l'heure fixés les jurés seraient réunis dans la salle d'audience. La chambre prendrait séance.

Le Président aurait la police de l'audience, la direction des débats et un pouvoir discrétionnaire qui lui permettrait de s'affranchir des règles ordinaires de la procédure pour découvrir la vérité.

La chambre aurait une juridiction contentieuse. Elle serait chargée de vider les conflits entre les Commissaires du Gouvernement et le défenseur, ou entre le Président et les parties au procès.

La procédure serait publique, orale et contradictoire.

L'accusé comparaitrait libre et serait escorté du nombre de gardes strictement nécessaire pour empêcher son évasion.

Après avoir reçu la prestation de serment des jurés, le Président procéderait à l'interrogatoire de l'accusé et à l'audition des témoins.

On entendrait ensuite et dans l'ordre, le réquisitoire et les plaidoiries.

Le rôle du jury serait limité à la culpabilité. Il répondrait aux questions posées par le Président et résultant de l'acte d'accusation ainsi que des débats.

La délibération du jury aurait lieu dans un local à part, hors la présence de la chambre et du Ministère public. Cette délibération se poursuivrait sans désespérer jusqu'à décision.

Les jurés voteraient au scrutin secret. L'opinion de chaque juré serait exprimée par un bulletin portant le mot « oui » ou le mot « non ».

La règle de la minorité de faveur serait maintenue. On ne saurait songer en effet, sous prétexte d'uniformiser la procédure militaire et la procédure ordinaire à supprimer une mesure de bienveillance accordée aux justiciables des Conseils de guerre depuis 1857.

La délibération pourrait aboutir soit à un acquittement, une condamnation ou à une absolution. Suivant le cas, la Chambre aurait à rendre un arrêt d'acquiescement, de condamnation ou d'absolution.

3^e Acte.

Les voies de recours.

Contrairement au droit commun, les jugements en matière de justice militaire ne sont pas susceptibles d'appel. Le seul procédé possible pour faire réformer la décision rendue par un Conseil de guerre est le pourvoi en cassation. Mais ce pourvoi ne connaît que de la forme et non du fond. Par ailleurs il ne peut être basé que sur des moyens limitativement indiqués par la loi : incompétence, vice de forme, violation de la loi.

Ces dispositions font l'objet depuis de nombreuses années de critiques véhémentes. En vue de donner satisfaction à ces critiques l'appel serait introduit dans la procédure militaire; les pourvois en cassation et en révision seraient maintenus.

Il est indiqué succinctement ci-après le mécanisme de chacune de ces voies de recours.

I. — L'appel.

Les jugements rendus par les tribunaux correctionnels militaires (juridictions sans jury) seraient susceptibles d'appel.

L'appel serait porté devant la Chambre des appels correctionnels du Tribunal criminel.

Cette chambre comprendrait 3 juges dont un président. Les services du Ministère public et du Greffe y seraient assurés par les organes généraux correspondants du tribunal criminel.

Les rôles respectifs de la Chambre, du Commissaire général du Gouvernement et du greffier seraient ceux dévolus aux agents similaires des Chambres des appels correctionnels des Cours d'appel.

La Chambre aurait un pouvoir d'appréciation sur le fond et sur la forme.

La procédure serait analogue à celle prévue par le Code d'Instruction criminelle.

Toutefois en raison de la célérité qui s'impose à la justice militaire, les délais d'appel seraient réduits à huit jours.

II. — Le pourvoi devant la Cour de cassation.

Déjà prévu par la loi du 9 juin 1857, modifiée par celle du 17 avril 1906, il serait à organiser suivant les modalités envisagées par le projet de loi récemment voté par le Sénat, savoir :

Le droit d'exercer le pourvoi serait conféré au condamné et au Commissaire du Gouvernement dans le délai de trois jours franc à courir de la date de la notification du jugement au condamné.

En cas d'annulation du jugement :

a) pour incompétence : renvoi de l'affaire devant la juridiction compétente.

b) pour vices de forme : reprise de l'affaire à partir du premier acte annulé.

c) pour fausse application de la peine : intervention de la juridiction saisie, limitée à l'application de la peine.

Si le nouveau jugement rendu était encore annulé par la Cour de cassation pour les mêmes motifs que le premier, la décision de la Cour s'imposerait au Tribunal militaire sur le point de droit et s'il s'agissait de l'application de la peine il devrait adopter l'interprétation la plus favorable à l'accusé.

Ces principes ne sont autres que ceux du droit commun. Ils n'appellent aucune observation.

Dans le nouveau projet de loi, il a été ajouté aux pouvoirs de la Cour de cassation une attribution nouvelle : en cas de rejet du pourvoi la Cour pourrait prononcer un arrêt de sursis si une erreur judiciaire était présumée.

Cette innovation ne paraît pas devoir être acceptée parce qu'elle est paradoxale. On peut se demander en effet comment la Cour de cassation qui n'a pas à connaître du fond de l'affaire pourrait estimer s'il y a une erreur judiciaire présumée. Sans doute en examinant le dossier au point de vue de la forme, la Cour est appelée à être mise au courant du fond. On

entend bien également que constater un fait ce n'est pas le juger et que lorsqu'on est en présence d'une erreur judiciaire possible mieux vaut la signaler avant qu'après. Ces arguments, si impressionnants soient-ils ne sauraient motiver une déformation de rôle dévolu à la Cour de cassation dans notre organisation judiciaire. Sa mission n'est pas de statuer au fond sur le mérite des décisions judiciaires attaquées devant elle, mais seulement d'affirmer qu'il y a eu violation de la loi ou inobservation des formes prescrites. L'intérêt des justiciables et celui de la Cour elle-même s'accordent pour demander qu'on ne fasse pas descendre notre juridiction suprême des hauteurs où elle a été placée par le législateur qui l'a créée.

III. — Le pourvoi en revision.

Les règles du droit commun lui seraient appliquées (art. 443 et suivants du Code d'Instruction criminelle).

La nouvelle juridiction saisie par l'arrêt de renvoi bornerait son action aux questions indiquées par la Cour. La procédure serait limitée à l'examen d'audience, l'information primitive étant considérée comme acquise, sauf toutefois avis contraire du président qui en vertu de ses pouvoirs discrétionnaires pourrait ordonner un supplément d'instruction s'il l'estimait nécessaire à la manifestation de la vérité.

Il est de toute évidence que si des faits nouveaux et étrangers aux questions indiquées par l'arrêt de la Cour de cassation se produisaient, ils constitueraient une affaire indépendante de la première et nécessiteraient l'intervention du commandement seul compétent pour donner le cas échéant l'ordre d'informer.

ANNEXE

DISPOSITIONS DIVERSES

La libération conditionnelle, la réhabilitation judiciaire ou légale des condamnés par les tribunaux militaires seraient régis par le droit commun (Loi de 1885).

Certaines condamnations n'intéressant que la discipline, notamment les infractions aux consignes militaires, ne figureraient pas au bulletin n° 3 du casier judiciaire.

La loi du 28 juin 1904 en matière de sursis serait maintenue.

Les dispositions de l'article 463 du Code pénal seraient applicables au nouveau Code de justice militaire.

Ainsi que l'envisage judicieusement le nouveau projet de loi, les libérés conditionnels seraient répartis en deux catégories :

1° Les militaires condamnés à moins de deux ans de prison seraient envoyés dans des sections spéciales pour y parfaire le temps de service qu'ils doivent au pays (art. 2, 3, 4, 5, 6 de la loi de recrutement du 1^{er} avril 1923).

2° Les condamnés à plus de deux ans de prison seraient incorporés dans des sections d'exclus.

CONCLUSION

Tel est l'ensemble du projet de réforme.

Lié par le principe général de la nécessité d'une justice militaire indépendante à la fois de la justice ordinaire et du commandement, on s'est attaché à faire de ce principe une application sincère avec l'ardente résolution de ne causer aucune souffrance à la discipline du fait de la nouvelle part attribuée au droit. On a rejeté le système de la suppression de la justice militaire comme constituant une grave menace d'anéantissement de l'armée. On a essayé de concilier les justes prétentions du commandement avec les exigences impérieuses du droit en réglant les relations qui seraient à établir entre le général de Corps d'armée et les juridictions militaires.

Tous les pouvoirs conférés actuellement au commandement jusqu'à l'ordre d'informer inclusivement seraient respectés. Quant aux autres attributions judiciaires elles lui seraient retirées, sous réserve d'un droit

de contrôle. C'est ainsi qu'en ne se référant qu'aux ordonnances du juge d'instruction, le droit d'opposition serait donné au général de Corps d'armée au même titre qu'au Commissaire du Gouvernement.

Sur quatre points des modifications importantes seraient apportées à la législation actuelle, savoir :

1° L'ordre d'informer ouvrirait la phase judiciaire qui serait conduite par des magistrats indépendants et ne relevant que du Ministre.

2° Les pouvoirs des parquets et des services de l'instruction ainsi que les rapports du Commissaire du Gouvernement et du juge d'instruction seraient ceux définis par le Code d'instruction criminelle.

3° Les juridictions militaires seraient hiérarchisées : les Tribunaux correctionnels jugeraient les délits et les tribunaux criminels auraient à connaître des crimes.

4° L'appel serait introduit dans les voies de recours.

Une autre réforme essentielle également recommandée consisterait dans la création d'un corps de magistrat militaires autonome et indépendant du commandement.

Le problème de la réforme de la justice militaire a été étudié avec sang-froid, en s'isolant des passions de partis et des intérêts de personnes. La valeur de la solution qui lui a été donnée pourra être contestée. L'infailibilité n'est pas humaine. L'œuvre accomplie

n'échappera sans doute pas à la critique, mais ainsi que nous l'écrivions au début de ce travail, ce qu'on ne saura méconnaître c'est qu'elle a été élaborée avec honnêteté et bonne foi.

Vu :

Le Doyen,

BERTHÉLEMY

Vu :

Le président de la thèse,

René JACQUELIN

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLETY

TABLE DES MATIERES

	pages
Introduction	7
Plan	12

LIVRE PREMIER

LA LÉGISLATION ACTUELLE : LES PRINCIPES GÉNÉRAUX ET LES PRINCIPAUX PROJETS DE RÉFORME	15
Chapitre premier. — Nécessité d'une justice militaire ..	17
Chapitre II. — Historique	19
Chapitre III. — Les modifications successives apportées au Code du 9 juin 1857	22
1 ^{re} Période (1889-1914)	23
2 ^e Période (1914 à nos jours)	28
Chapitre IV. — Les principes généraux de la législation actuelle	32
1 ^{re} Partie. — Principes généraux	33
2 ^e Partie. — Application des principes	35
Chapitre V. — Les reproches adressés à la justice mili- taire	44
Chapitre VI. — Les projets de réforme	65
1 ^{re} Catégorie. — Projets tendant à la suppression de la justice militaire	66

2 ^e Catégorie. — Projets relatifs à la réforme de la justice militaire	69
---	----

LIVRE DEUXIEME

PROJET DE RÉORGANISATION DES CONSEILS DE GUERRE	79
1 ^{re} Partie. — La compétence	81
2 ^e Partie. — Réorganisation des juridictions militaires	85
1. <i>Tribunaux correctionnels militaires</i>	86
2. <i>Tribunaux criminels militaires</i>	90
<i>Le corps des officiers de la justice militaire</i>	94
3 ^e Partie. — La procédure	106
<i>Chapitre premier.</i> — La phase préjudiciaire et les pouvoirs du commandement	107
Le pouvoir disciplinaire et le pouvoir judiciaire	107
I. Phase préjudiciaire	112
II. Phase judiciaire	118
<i>Chapitre II.</i> — La phase judiciaire et les pouvoirs des juridictions militaires	121
1 ^{er} <i>Acte.</i> — L'instruction préalable et la mise en jugement	121
2 ^e <i>Acte.</i> — L'examen et le jugement	127
I. Tribunaux correctionnels militaires	127
II. Chambres criminelles	129
3 ^e <i>Acte.</i> — Les voies de recours	131
1 ^o L'appel	131
2 ^o Le pourvoi en cassation	132
3 ^o Le pourvoi en révision	134
4 ^e Annexe. — Dispositions diverses	136
Conclusion	137

.....
BORDEAUX. — Imprimerie J. BIÈRE
18, 20, 22, Rue du Peugue. — 1927
.....

